HISTORIA
magazine
70
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 287 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



LA VIE QUOTIDIENNE DES APPELÉS



Couverture : Photo E.C.P.A.



A LA VEILLE DU DISCOURS DU 16 SEPTEMBRE

Jean FONTUGNE

En ces quelques semaines de l'été de 1959, que la plupart des Français consacraient aux vacances, bien des signes annonçaient que le général de Gaulle allait donner des précisions définitives sur sa politique algérienne.

Élections, conférences de presse, voyages dans les provinces françaises, entretiens privés consciencieusement diffusés par la presse, s'étaient succédé au cours des six premiers mois de l'année. Le président de la République avait profité de ces manifestations pour dévoiler ses projets, par touches successives, à l'opinion nationale et internationale.

Mais ce sont les délégués des neuf États indépendants d'Afrique, réunis à Monrovia, avec la participation du gouvernement provisoire de la République algérienne, qui lui donneront l'occasion de faire connaître, le 16 septembre 1959, la position officielle du gouvernement français sur le problème algérien.

La motion finale de cette conférence des représentants africains, tenue dans la capitale du Liberia, invitait en effet la France à reconnaître le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance.

Pour répondre à cet appel, le général de Gaulle préparera sans hâte un nouveau discours. Il se rendra en personne en Algérie et consacrera quatre jours à visiter les postes des djebels.

Il prendra ainsi toutes les précautions nécessaires pour que l'armée, redevenue, dans sa grande majorité, apolitique, ne se joigne pas aux manifestations prévisibles des partisans de l'Algérie française.

Le président de la République ne pouvait plus ignorer, en effet, l'hostilité grandissante qui se faisait jour parmi ceux qui l'avaient porté au pouvoir un an plus tôt. Pour expliquer ce durcissement des organisateurs du 13 mai 1958, il a paru nécessaire de rappeler comment le général de Gaulle les dressa contre lui lors de son entretien du 29 avril avec Pierre Laffont, puis à l'occasion du premier anniversaire du 13 mai. Le discours du 16 septembre 1959 ne fera que durcir l'opposition.

Nous sommes à quatre mois des barricades...

J.F.

Sommaire n° 70 - Historia magazine n° 287



Une année a passé, chargée d'espoirs et de désillusions. Comme apparaît lointaine déjà la signification du référendum de septembre 1958 ! De Gaulle, depuis, a soumis les populations d'Algérie au régime de la douche écossaise. Partout en Algérie, musulmans et Européens s'interrogent sur leur avenir. Le ciel est lourd.

LES LAMPIONS SONT ÉTEINTS

« Le grand Charles, il nous a bien eus avec son « Je vous ai compris »! Il est pire que les Guy Mollet et les Mendès-France. C'était bien la peine de faire le 13 Mai. Si ça continue, « ils » vont l'avoir, leur indépendance, et sur un plateau encore ! Mais alors, qu'il le dise franchement ! »

C'est le genre de réflexion que l'on ▶

▶ LES LAMPIONS SONT ÉTEINTS

l'intégration, ce mot magique, n'apparaît pas dans les discours du général de Gaulle



E.C.P.A.

◀ Le maréchal Juin : un enfant du pays. Il est très attaché à la mission africaine de la France et prendra publiquement position en 1961 contre la politique algérienne du général de Gaulle.



Ben Bella quittera sa prison parisienne pour l'air plus vivifiant de l'île d'Aix. Les mesures libérales prises par le gouvernement Debré provoquent la colère des Européens d'Algérie. ▼



peut entendre à Alger, à Oran, à Constantine et à Bône au début du printemps de 1959. Moins d'un an après les exaltantes journées de mai 1958, les Français d'Algérie ont l'impression de vivre un nouveau et cruel cauchemar. L'homme prestigieux dont ils ont scandé le nom sur le Forum et qu'ils ont aidé d'une manière indiscutable à revenir au pouvoir prend peu à peu ses distances avec l'Algérie française à laquelle ils restent accrochés plus par le cœur que par un intérêt matériel quelconque. Les privilèges sont pour les gros, les Blachette, les Germain, les Borgeaud. Et ceux-là, on ne les a pas vus le 13 mai ni les jours suivants.

L'intégration, le mot clé, le mot magique, n'apparaît pas dans les discours du chef de l'État. A la place, il emploie des formules ambiguës et inquiétantes. Celle-ci, par exemple, qu'il a lancée le 8 janvier à l'Élysée alors que le bon Coty lui faisait les honneurs de la « maison » avec la courtoisie du locataire qui s'en va :

« Une place de choix est destinée à l'Algérie de demain, pacifiée et transformée, développant elle-même sa personnalité et étroitement associée à la France. »

Et comme si cette déclaration lourde de sens n'avait pas suffi pour faire monter la température algéroise de plusieurs degrés, quelques jours plus tard le chef de l'État l'avait assortie d'un premier train de grâces présidentielles. Yacef Saadi sauvait sa tête. Ben Bella et ses compagnons quittaient la prison de la Santé pour l'air plus vivifiant de l'île d'Aix.

En ce mois d'avril, ce sont trente nouvelles grâces de condamnés à mort qui provoquent une vague de colère dans l'opinion européenne d'Algérie. Ce geste de clémence tombe en effet mal à propos. Il survient au moment même où les attentats les plus odieux se multiplient dans tout le pays depuis les élections législatives et municipales. Tout près d'Alger, une famille de petits colons italiens est enlevée. A Thiersville, une fermière, sa fille et sa mère sont violentées et égorgées. Ces atrocités font oublier les succès militaires que Challe commence à remporter dans l'Algérois.

Le 21 avril, de passage à Oran, le premier ministre, Michel Debré, flétrit la lâcheté des terroristes :

« On ne peut rien attendre de gens qui s'attaquent aux femmes et aux enfants et qui n'osent affirmer que par des bombes, des grenades ou des enlèvements la manière dont ils souhaitent continuer leur combat. »

Le même soir, à la base aérienne de La Sénia, c'est un autre langage qu'il tient pour tenter de justifier les grâces :

« J'ai appris cet après-midi avec une certaine émotion la manœuvre politique qui s'était fait jour, notamment à Alger, à l'annonce des mesures de grâce prises par le président de la République. Ces mesures de grâce sont en quelque sorte la liquidation du passé. Il était, je crois, difficile, pour ne pas dire impossible, de faire une différence entre les dossiers qui étaient antérieurs à la date de prise de fonctions du président de la République



E.C.P.A.

◀ **Debré à Oran. Deux mois plus tôt, il avait affirmé la continuité de son action de premier ministre avec la politique d'intégration dont il s'était fait le champion.**

et ceux qui, pour des raisons de procédure, ne se trouvaient pas en voie d'être réglés au moment de l'accession à l'Élysée du général de Gaulle. En toute hypothèse, il n'est pas admissible, il n'est pas convenable du point de vue national, d'exploiter ces mesures individuelles à des fins politiques. »

Il en faudrait un peu plus que cette explication embarrassée du premier ministre pour rassurer les Européens, dont la colère est, comme toujours, soigneusement attisée par les chefs de file de l'activisme. Ce qu'ils veulent, c'est que le chef de l'État se prononce clairement une bonne fois pour toutes en faveur de l'Algérie française au lieu de donner l'impression de s'en écarter. Le détail des procédures, ils s'en moquent comme de leur premier bain à la Madrague. Ce qui compte, c'est que les assassins de femmes et d'enfants soient châtiés. Ce qui n'est pas le cas.

C'est dans ce climat lourd et chargé d'orage qu'à la Délégation générale Paul Delouvrier s'emploie à préparer le premier anniversaire du 13 Mai. Une belle corvée pleine d'embûches pour le délégué général. A Paris, le gouvernement et, singulièrement, Michel Debré veulent faire de cette journée une sorte de répétition de la première, un second miracle de la fraternisation comme si rien n'avait changé depuis ce mois de mai 1958.

Dès le 24 avril, le C.S.P., amputé de ses colonels depuis six mois, refuse de « rallumer les lampions » et décide à l'unanimité que le 13 mai 1959 sera une journée de deuil. Cinq jours plus tard, le 29 avril, c'est le coup de théâtre de la fameuse interview de De Gaulle par Pierre Laffont, député d'Oranie et directeur du quotidien *l'Écho d'Oran*. Le chef de l'État a-t-il senti qu'il lui fallait lâcher un peu de lest pour calmer les inquiétudes des Européens et des musulmans engagés à leurs côtés? Toujours est-il qu'il « accorde » à Pierre Laffont un entretien à l'Élysée qui va faire l'effet d'une bombe. Si le président de la République a choisi *l'Écho d'Oran* de préférence à un grand journal national comme *le Figaro* ou *le Monde*, c'est sans doute parce qu'il entend s'adresser directement à tous les Algériens. Il aurait pu jeter son dévolu sur *l'Écho d'Alger*, dont l'influence sur l'opinion est loin d'être négligeable. Mais *l'Écho d'Alger* et son directeur, Alain de Sérigny, ont été pétainistes...

Bien entendu, Pierre Laffont pose au chef de l'État la question qui torture tous les pieds-noirs :

– Pourquoi n'avez-vous jamais prononcé le mot d'intégration ?

Calmement, de sa voix profonde, le général de Gaulle répond :

– Mais ceux qui crient aujourd'hui le plus fort intégration sont ceux-là mêmes qui, alors, étaient contre cette mesure ! Ce qu'ils veulent, c'est qu'on leur rende l'Algérie de papa. Mais l'Algérie de papa est morte et, si on ne le comprend pas, on mourra avec elle !

Et il enchaîne :

– Et depuis que je suis à la tête de l'État, qu'est-ce que j'ai fait sinon assurer le respect de tous dans l'égalité des droits, créer le collège unique, procéder ▶

Une ferme brûle à la suite d'un attentat commis par des *fidayin*. On enregistre depuis quelque temps, dans toute l'Algérie, une recrudescence d'attentats. ▶

▶ **LES LAMPIONS SONT ÉTEINTS**

retour au régime de la douche écossaise

◀ Paul Delouvrier, entre Challe et Massu, lors de la cérémonie commémorative du 13 Mai à Alger. Ce n'est pas l'échec tant redouté par Michel Debré, mais le cœur n'y est pas.

à des élections qui permettent aux musulmans d'accéder à la représentation de leur province, ouvrir différentes fonctions publiques aux musulmans, non seulement en Algérie, mais même dans la métropole? Enfin, procéder, par le « plan de Constantine », à ce qui importe le plus, à une vaste « déclochardisation » de l'Algérie.

« N'est-ce pas là la véritable intégration? Quant à la signification politique du mot, que veut-il dire? Que l'Algérie est française? Est-ce utile de le dire puisque cela est? »

Extraites de leur contexte, ces dernières phrases ont de quoi faire jubiler de joie les Européens. De fait, sur le coup, ils se sentent soulagés d'un grand poids en lisant l'interview le lendemain. De Gaulle a fini par le lâcher ce mot d'intégration qu'ils n'attendaient plus. Mais en réfléchissant bien, l'inquiétude est loin d'être totalement dissipée. Il y a d'abord cette expression qui fait mal : « L'Algérie de papa ». « Papa a fait Cassino et grand-papa Verdun », répliquera très vite un tract activiste. Et puis, et surtout, il y a la fin de la déclaration du chef de l'État :

« Je crois qu'une solution heureuse ne peut être trouvée que dans une évolution totale de ce pays. C'est ce que je m'efforce de faire. Nous n'avons que le temps de la réussir. Si cette évolution échoue, même si la pacification était définitive, l'Algérie serait rapidement perdue pour nous car à la première occasion elle se soulèverait de nouveau et, cette fois, il n'y aurait plus de solution.

« Je suis le seul à pouvoir apporter la solution en Algérie. Tous ceux qui dressent les Français d'Algérie contre moi risquent de retarder le retour de la paix. Notre avenir peut être magnifique si nous savons rester unis. »

L'aspect positif, réconfortant de cette déclaration lui paraissant l'emporter sur les zones d'ombre, un parlementaire musulman, Ahmed Djebbour, colistier de Pierre Lagaillarde, exprime ainsi sa satisfaction :

« Devant de telles assurances, dont on peut dire que, données plus tôt, elles eussent sans doute avancé l'heure de la paix, ceux-là mêmes qui étaient restés réticents se doivent maintenant de faire confiance au chef de l'État. »

Quelle opposition avec ces autres propos tenus par le même élu quelque temps auparavant :

« Lorsque le général de Gaulle, le 4 juin 1958, a proclamé, au balcon du Forum : « Je vous ai compris », les musulmans ont pensé qu'il n'y avait plus désormais qu'une seule communauté égale et fraternelle et par là même française. Mais aujourd'hui, on vient nous parler de personnalité algérienne. Pourquoi, dans ces conditions, alors que pour nous il n'y a qu'une seule personnalité et c'est celle de la France, faire persister le doute? »

Dans les milieux officiels algérois, on a, comme Djebbour, poussé un soupir de soulagement, mais c'est pour des raisons différentes et un avenir à court terme : l'anniversaire du 13 Mai. Maintenant que le général a parlé, la colère devrait tomber et plus rien ne devrait empêcher une éclatante célébration de cet événement historique.

L'ennui, c'est que, quelques jours

Les ultras avaient ▶ conseillé aux Algérois de rester chez eux, mais Alain de Sérigny, dans *l'Écho d'Alger*, les avait invités à célébrer l'anniversaire « glorieux ». Ici, la foule sur le Forum.



◀ Le 13 mai 1959, des femmes musulmanes, banderoles en tête, se rendent au Forum. On estimera qu'une foule de 30 000 à 40 000 personnes, européennes et musulmanes, assistait à la cérémonie d'Alger.

◀ Massu : bananes et tenue léopard. Il appellera les Algérois à manifester au Forum en leur demandant d'abandonner leurs « querelles byzantines ».



Une manifestation a ▶ lieu, place de l'Étoile, à l'occasion de l'anniversaire du 13 Mai. Ici, un groupe de manifestants chante une vibrante *Marseillaise*.



E.C.P.A.

seulement après son interview-surprise, de Gaulle entreprend un voyage en Touraine et qu'il évoque à nouveau, cette fois en public, le problème algérien. A Orléans notamment, il s'éloigne encore une fois de la thèse de l'intégration pour parler du jour où « chaque homme de ce pays-là pourra, grâce à son suffrage, disposer de lui-même, comme il le faut dans la démocratie ».

En Algérie, on en revient au régime de la douche écossaise. Au cours d'une conférence de presse qu'il tient à l'hôtel Saint-George en tant que membre du C.S.P. et parlementaire (le seul à prôner l'abstention pour l'anniversaire du 13 Mai) le bouillant Pierre Lagaillarde ne mâche pas ses mots et tire à boulets rouges sur le chef de l'État :

« C'est une politique équivoque, déclare-t-il. Il est ridicule de dire que nous sommes contre la paix. Nous sommes contre une politique de flottement. Des négociations en vue d'un cessez-le-feu pourront amener Ferhat Abbas à Paris. On sait de quelle publicité cette arrivée sera entourée. On sait aussi qu'inévitablement Ferhat Abbas tentera d'engager des négociations politiques devant lesquelles le gouvernement ne pourra reculer. »

A quelques jours seulement du 13 mai 1959, c'est pratiquement une lutte d'influence qui oppose la Délégation générale et l'armée aux mouvements activistes. L'enjeu : la foule algéroise, européenne et musulmane. Se rendra-t-elle en masse au Forum clamer le nom du général de Gaulle et donner au monde la preuve que la fraternisation entre les deux communautés est intacte, comme le souhaite le gouvernement, ou bien au contraire observera-t-elle les consignes d'un tract tiré à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires par le F.N.F. d'Ortiz, les étudiants, les lycéens de Susini, le mouvement « Jeune Nation », la « Démocratie chrétienne » de Georges Bidault ?

« Déserte les rues... »

Ce tract est un véritable manifeste des partisans de l'Algérie française. S'il attaque violemment la politique algérienne du gouvernement, repoussant par avance toute idée de négociations avec le F.L.N., il évite toutefois de s'en prendre à l'armée, qui œuvre pourtant, particulièrement le 5e bureau (l'action psychologique), en faveur de l'anniversaire du 13 Mai.

Le voici dans son intégralité :

Français d'Algérie de toute origine,

Pour pouvoir vivre dans une fraternité profonde, sincère et définitive, les deux communautés doivent être débarrassées, et pour toujours, des rebelles assassins qui essaient de les dresser l'une contre l'autre. Or les mesures de clémence et de grâce, les offres de pourparlers avec le F.L.N., fût-ce à Paris, sont autant d'erreurs tragiques qui, en voulant réhabiliter les égorgeurs et leurs chefs, les revalorisent et les encouragent. Ils pourront, après un cessez-le-feu qu'on nous dit proche, poursuivre leur action séparatiste sur le plan politique.

C'est là tout le danger de la « rénovation de l'Algérie » par la voie du suffrage universel, dans le contexte de la « paix des braves ».

Où « son propre mouvement » mènera-t-il l'Algérie si l'impulsion doit être donnée par le F.L.N. ou le M.N.A. ? Ferhat Abbas a dit, ce 1er mai : « L'indépendance pourrait être obtenue autrement que par les armes. » Jamais le péril n'a été plus grand et il ne peut y avoir d'espoir sur cette terre d'Algérie tant que ces erreurs ne seront pas reconnues. Dans ces conditions :

Peuple d'Algérie, ce 13 mai 1959,

Par ta participation aux cérémonies, tu acceptes et avalises cette politique néfaste. Sois de cœur avec ton armée. Mais déserte les rues. Reste chez toi dans le deuil et le recueillement et dédie cette journée à la mémoire de tous les nôtres tombés sous les coups des hors-la-loi. Ce n'est l'heure ni du folklore, ni des kermesses, ni des réjouissances, et souviens-toi que c'est dans les flonflons qu'il y a un an on a endormi ton enthousiasme patriotique et le véritable esprit du 13 Mai.

A Paris, le gouvernement de Michel Debré redoute tellement un échec de la ▶



Le marché Clauzel, à Alger. Image de la fraternisation souhaitée par l'armée et le G.G. ; image de paix qui montre que l'on peut faire coexister les deux communautés.

tous les "ténors" sont invités à donner de la voix pour appeler les Algérois au Forum

cérémonie commémorative que tous les « ténors » sont invités à donner de la voix pour appeler les Algérois sur le Forum. On compte beaucoup sur les généraux dont on sait que le prestige est intact auprès des Européens d'Algérie. Pour les musulmans, on se fait moins de souci. La Délégation générale, comme, la veille, Robert Lacoste et, l'avant-veille, les gouverneurs généraux, sait qu'elle peut compter sur le concours des anciens combattants, ceux de 14-18 et ceux de 39-45. Ils n'ont jamais refusé de défiler derrière les drapeaux.

Ces multiples appels à la participation donnent lieu à quelques belles envolées dans le style du 13 mai. A tous les Algériens sans distinction d'origine ni de confession, les orateurs promettent un avenir lumineux, des jours meilleurs. Ce ne sont même pas des discours électoraux. C'est un battage de foire. Il est désolant de voir des hommes de très grande valeur obligés de battre le rappel pour contrecarrer les mots d'ordre lancés par le cafetier Joseph Ortiz.

Paul Delouvrier affirme : « Il faut que, par-delà les divergences d'opinions, normales en démocratie, nous placions tous cette journée du 13 mai 1959 sous le signe de l'unité avec la métropole, de l'union entre Algériens, de la confiance dans l'armée et en son chef. »

Le maréchal Juin, de passage à Alger, conseille : « Écartez les provocations, les passions malsaines, pour suivre la voie providentielle du progrès et de la fraternité que vous a tracée un homme dont le nom se rattache à la grandeur et au salut de notre patrie commune, l'Algérie française. »

Le général Challe prédit : « Il y aura bientôt un an, le sursaut de l'Algérie était le prélude au renouveau français. Demain, chrétiens et musulmans, nous aurons fait un pas de plus vers l'avenir victorieux. »

Le général Massu affirme : « Algérois, Algéroises, abandonnez les discussions byzantines. L'heure n'est ni à la dispersion ni à la division. Je vous donne rendez-vous demain auprès de nos morts et auprès de notre armée et je sais que vous viendrez en masse car jamais en vain je n'ai fait appel à vous. »

Comme au 14 juillet

Les députés d'Alger à l'exception de Lagaillarde : « Nous invitons toute la population à se rendre aux cérémonies officielles et ensuite au Forum afin d'exprimer une nouvelle fois notre volonté farouche de faire de l'Algérie de demain une province à jamais française. »

Écartelés entre les consignes de deuil lancées par les mouvements activistes et ces appels qui ressemblent à des adjurations, les Algérois ne savent pas quelle attitude adopter au matin du 13 mai 1959, quand le soleil commence à réchauffer leur ville paresseusement étalée sur sa colline, les pieds au bord de la Méditerranée. Seuls les édifices publics sont pavoisés. Sur le Forum qui, il y a juste un an, disparaissait sous une marée humaine, les anciens combattants français et musulmans, toutes décorations dehors, sont rangés comme pour un 14 juillet. Le 5e bureau a bien fait son travail.

Aux abords de la célèbre place dallée, des Européens fument en contemplant le spectacle. Ils ont l'attitude de curieux et pour rien au monde ils ne voudraient qu'on les prît pour des participants. Au-dessus de la baie d'Alger, des corolles blanches et orange s'ouvrent dans le ciel après le passage des gros Nord-2500 de l'armée de l'air : un lâcher de parachutistes.

Finalement, ce n'est pas l'échec tant redouté. Il y a tout de même 30 000 à 40 000 personnes. Mais ce n'est pas non plus un éclatant succès, car on sent bien que le cœur n'y est pas. Tour à tour, au balcon du Forum qui semble garder prisonnière la silhouette immense du général de Gaulle levant les bras pour lancer « Je vous ai compris » aux 100 000 Algérois qui l'acclamaient, le général Massu, Bouaraouah, le maire musulman d'Alger, et Paul Delouvrier se donnent beaucoup de mal pour tenter de faire passer le souffle purificateur du 13 Mai, de réveiller l'esprit de fraternisation, de provoquer un nouvel élan populaire.

A Paris, le gouvernement pourra être satisfait. Il aura eu la foule qu'il désirait tant. Mais laquelle ? Celle de 1958 ou son fantôme ? Qui peut le dire ? H

Francis ATTARD

RENTE 3,5%
garantie or

LEFOR OPENO

Debré maintiendra ► Antoine Pinay *(en bas)* aux Finances et aux Affaires économiques. Le malaise politique de l'année 1959 sera compensé par l'expansion économique manifeste à partir du second semestre.



ET LA FRANCE VA AUX URNES

ET LA FRANCE...

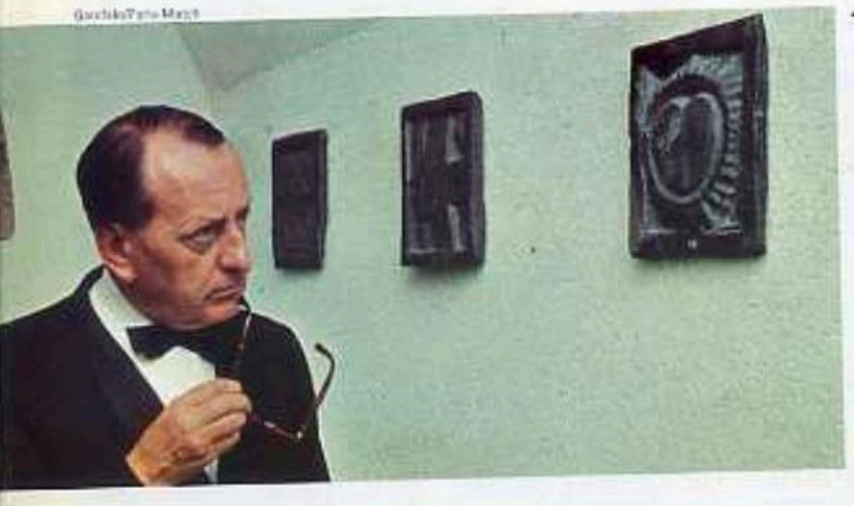
l'U.N.R. enregistre un recul significatif

Au début de 1959, après les émotions de l'année précédente, l'heure est plutôt à la détente. Dans l'ensemble, l'opinion se montre satisfaite du nouveau régime et, à part quelques « attardés », ne manifeste nul regret pour le système. Le style, la fermeté, l'assurance du général de Gaulle sont appréciés. Le sentiment encore confus d'une place retrouvée dans le concert des nations n'est pas pour déplaire.

Pour le régime lui-même, la mise en place des institutions s'achève et le rodage commence. Tout d'abord, c'est le 8 janvier que le général de Gaulle, élu président de la République le 21 décembre précédent, prend officiellement possession de l'Élysée, que quitte René Coty, « entouré du respect général ». Reste, pour le chef de l'État, à désigner le premier ministre. Le choix se porte sur Michel Debré, ce qui ne cause, à vrai dire, de surprise à personne. Seuls les partisans de Jacques Soustelle en manifestent quelque humeur.

Le nouveau chef du gouvernement est un homme de devoir et de passion, qui nourrit un attachement indéfectible


Keystone


Garcia/Paris-Match

◄ André Malraux. Avant Dien Bien Phu, il déclara un jour à une amie qui lui demandait comment le général de Gaulle reviendrait : « Par un complot de l'armée d'Indochine qui croira se servir de lui et s'en mordra les doigts. » Ce ne fut pas l'armée d'Indochine, mais la prophétie était presque juste.

pour la personne du général de Gaulle. Ses prises de position en faveur de l'Algérie française, dans le *Courrier de la colère*, seront l'occasion, par la suite, de sérieux drames de conscience. En attendant, le premier ministre compose son gouvernement. A une exception près, celle d'Antoine Pinay, resté aux Finances, il ne comprend que des hommes « fort distingués, mais sans éclat de première grandeur ». Devant le refus de participation des socialistes, ce sont des U.N.R., des radicaux ou des indépendants qui se répartissent les portefeuilles. On n'en trouve — on n'en retrouve pas moins quelques étoiles de second rang, Edmond Michelet à la Justice, Berthouin à l'Intérieur, Guillaumat aux Armées, Boulloche à l'Éducation nationale, Bacon au Travail, Triboulet aux Anciens Combattants. Parmi les « fidèles », on note Couve de Murville aux Affaires étrangères, Jean-Marcel Jeanneney à l'Industrie, Pierre Sudreau à la Construction, Roger Frey à l'Information. Si Soustelle n'est que ministre d'État, Malraux, la « mauvaise fréquentation supérieure du général », reçoit les Affaires culturelles. Quant à Giscard d'Estaing, il se contente pour le moment des modestes fonctions de secrétaire d'État aux Finances.

C'est le 15 janvier que Michel Debré présente son gouvernement devant l'Assemblée. Visiblement intimidé, avec le ton qui lui est propre, le premier ministre provoque quelque sensation en manifestant son intention de « dépolitiser » les grands problèmes et, au sein du Parlement, de « tenter, entre gens de bonne foi, de parler le même langage, c'est-à-dire celui de l'intérêt général, sans arrière-pensées ».

Sur l'Algérie, le premier ministre réussit le tour de force de donner à peu près satisfaction à tout le monde. S'il rappelle les plans d'aménagement et « le devoir d'envisager le retour à la paix », il insiste sur le fait que « la légitimité française est fondamentalement établie au regard des valeurs éternelles, parce qu'elle est la seule qui soit inspirée par la volonté de fraternité humaine ». En fait, on ne s'y trompe pas. Le premier ministre apparaît comme le porte-parole du président de la République et l'administrateur des affaires en cours.

En tout cas, pour le moment, deux affaires retiennent tout spécialement l'attention, liées à la mise en place définitive des organes de la Constitution : les élections municipales et les élections sénatoriales. En ce qui concerne les premières, le premier tour se déroule le 8 mars 1959. On enregistre 30 % d'abstentions, proportion normale pour ce genre de consultation, et les porte-parole du gouvernement, Chalandon, secrétaire général de l'U.N.R., et Berthouin, se félicitent avec un ensemble touchant de « la stabilité du corps électoral municipal ». Cette formule dissimule mal une évidente déception. Le raz de marée de novembre 1958 ne s'est pas confirmé et l'on constate, disent les mauvaises langues, « des glissements significatifs » ! Si le M.R.P., les indépendants, voire la S.F.I.O., ont réussi à conserver leurs positions dans leurs fiefs respectifs, l'U.N.R. n'en enregistre pas moins un recul significatif. Les pertes sont sensibles à Lille, à Marseille, à Lyon.

Mais l'élément marquant de la consultation est le redressement communiste. Près de la moitié du terrain perdu en novembre a été reconquis. Le parti remporte des succès dans nombre de grandes villes, notamment dans le Sud-Est. Ce redressement n'en donne pas moins une chance à l'U.N.R. pour le second tour.

Au second tour, le barrage anticommu-



◀ Le gouvernement Debré. *De gauche à droite (1er rang) :* Pinay, Berthouin, Michelet, Lecourt, Houphouët-Boigny, Debré, de Gaulle, Jacques Soustelle, Malraux, Jacquinot, Couve de Murville, Pierre Guillaumat, Boulloche. *(2e rang) :* Bokanowski, Fontanet, Chatenet, Frey, Triboulet, Chenot, Houdet, Buron, Jeanneney, Bacon, Sudreau, Cornut-Gentille, Mlle Sid Cara, MM. Flechet, Giscard d'Estaing.

niste se montre efficace et malgré une nouvelle avance des voix d'extrême gauche, le nouveau « jeu majoritaire » assure aux indépendants et à l'U.N.R. des gains substantiels, au détriment des socialistes et des communistes.

Si ces élections déchaînent quelques passions, c'est qu'elles préparent celles du Sénat. La Chambre haute est essentiellement l'émanation des conseils municipaux. Les élections sénatoriales se déroulent le 26 avril. Les résultats offrent une opposition complète avec la consultation législative de novembre. Pas le moindre raz de marée, c'est la revanche des partis traditionnels, qui font preuve d'une belle stabilité. Pour commencer, 84 % des sénateurs sortants sont réélus et, parmi les nouveaux, on trouve 29 députés battus en novembre 1958, qui ont trouvé là l'occasion d'un repêchage inespéré. Parmi les rescapés, on note Gaston Defferre, Édouard Bonnefous, Duclos, Maroselli, Edgar Faure et Mitterrand... Certains n'en ont pas moins subi un second échec retentissant, comme Corniglion-Molinier, Coste-Floret et Édouard Daladier, l'ex-« Taureau de Vaucluse ».

Les « ballets roses »

En tout cas, parmi les succès de groupe les plus remarqués, on note que le M.R.P. passe de 21 à 29 sièges, tandis que l'U.N.R. accuse une chute de deux sièges (29 à 27).

Le 28 avril, dès la première séance, Gaston Monnerville est réélu, pour la dix-septième fois depuis 1947, président du Sénat. Par le jeu de la Constitution, il devient, en fait, le second personnage de l'État. Un bel avenir politique semble encore ouvert à Monnerville, juste au moment où son « homologue », André Le Troquer, se trouve fort opportunément compromis dans une affaire de « ballets roses »! Sans manifester d'hostilité foncière au gouvernement, la Haute Assemblée n'en proteste pas moins contre les restrictions apportées au pouvoir législatif du Parlement et affirme sa conviction que la Constitution donne au Sénat « le droit d'étendre le champ de l'activité législative ». Quelques empoignades se préparent !

En haut lieu, on ne s'en interroge pas moins sur les résultats relativement médiocres de ces deux consultations qui, à en croire certains, annonceraient un retour aux équilibres traditionnels.

Certes, la popularité du général de Gaulle reste intacte, comme le prouvent les voyages officiels des mois de février et de mars. Un mécontentement n'en est pas moins perceptible, provoqué en grande partie par les sévères mesures économiques qui font suite à la dévaluation de 15 %.

Certains secteurs de l'opinion, au gré de leurs intérêts, apprécient diversement la suppression de la retraite des anciens combattants, l'obligation de préciser les « signes extérieurs de richesse » dans les déclarations de revenu ou les atteintes portées au sacro-saint privilège des bouilleurs de cru, enfin la suppression des indexations. Les syndicats protestent énergiquement contre le blocage des salaires, l'établissement d'une franchise de 3 000 F pour la Sécurité sociale et l'impressionnant train de hausses autorisé par le gouvernement, qui rejettent sur les travailleurs le poids de la politique d'assainissement.

Toutefois, le général de Gaulle entend rester ferme. « Le pouvoir ne recule pas », se plaît-il à affirmer. Quelques atténuations n'en sont pas moins accordées et une augmentation de 4 % est donnée aux fonctionnaires et aux agents des services publics. En fait, le chef de l'État entend assurer la réussite du redressement économique amorcé par Pinay. Les résultats en apparaissent d'ailleurs comme satisfaisants. La trésorerie est à l'aise, la balance des comptes équilibrée et la hausse des prix reste très ▶

Gaston Monnerville, né à Cayenne en 1897. Le 28 avril 1959, il est élu pour la dix-septième fois président du Sénat.

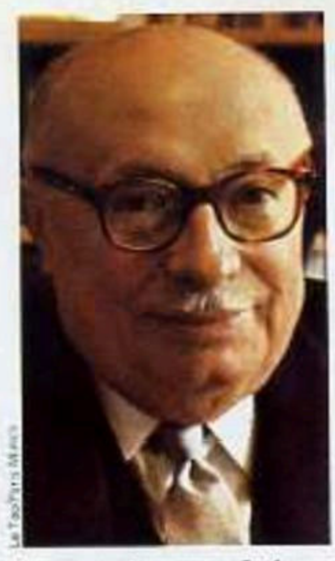


le général de Gaulle fait

Le socialiste Gaston Defferre est élu dans les Bouches-du-Rhône.



Mitterrand : il sera repêché dans la Nièvre grâce aux voix communistes.



Le communiste Jacques Duclos : un retour sans problème dans la Seine.







De gauche à droite : Édouard Bonnefous, Union républicaine (R.G.R.), élu en Seine-et-Oise. Edgar Faure (R.G.R.), vainqueur dès le premier tour dans le Jura. André Maroselli, radical, élu après ballottage en Haute-Saône.

modérée. Pour la première fois depuis Poincaré, une dévaluation paraît réussie.

Sur le plan politique, le chef de l'État se montre également très ferme et adresse de sévères avertissements aux parlementaires qui seraient tentés de reprendre les petits jeux de naguère. Le 15 janvier, lors d'une allocution radiodiffusée, le général de Gaulle ne mâche pas ses mots : « J'ai nommé un gouvernement que j'estime digne et capable de remplir une rude mission. D'autre part, le Parlement va se consacrer à sa tâche législative. Ainsi, les pouvoirs séparés, équilibrés, disposent de l'efficacité et de la stabilité. S'il arrivait qu'ils s'égarent, l'arbitre aurait désormais, et moyennant votre appui, les moyens de rétablir les choses. »

En fait, le général veut avoir les mains libres et se consacrer aux grands problèmes mondiaux. Sûr de ses arrières, sur le plan intérieur du moins, il entend déjà poser quelques jalons en politique extérieure, le domaine qu'il affectionne. A cet égard, la conférence de presse du 25 mars constitue une date et une « première ». Suivant un rite qui deviendra immuable, la conférence se déroule dans la grande salle des fêtes de l'Élysée, en présence de 600 journalistes. En face, l'estrade présidentielle, avec d'un côté les membres du gouvernement, de l'autre les membres des services de l'Élysée.

Le général fait son entrée, royal, majestueux, les photographes s'en donnent à cœur joie. Un geste..., la séance, le spectacle plutôt, commence. A l'occasion du problème de Berlin, le général se montre favorable à une réconciliation avec l'Allemagne, à condition que celle-ci reconnaisse la frontière Oder-Neisse. « L'Allemagne, telle qu'elle est, ne nous menace nullement. Comme il est normal pour deux adversaires qui ont renoncé à s'entre-battre et à s'entre-détruire, la France et l'Allemagne sont décidées à coopérer. » Tout en se proclamant favorable à une réunification, le chef de l'État refuse de reconnaître le « système de Pankow » comme un État souverain et indépendant, car « il n'a pu naître et n'existe qu'en vertu de l'occupation soviétique et grâce à une implacable dictature ». Le général se prononce, en fin de compte, pour une espèce de « coexistence pacifique » des deux États.

Sur une éventuelle détente Est-Ouest, le président de la République offre les bons offices de la France. « La France se sent qualifiée pour parler clairement et sereinement. D'abord parce qu'aucun sentiment de concurrence ou d'animosité ne l'inspire à l'égard du peuple russe ; bien au contraire, elle a pour lui une amitié réelle et traditionnelle. Ensuite, pour cette raison qu'au sujet de l'Allemagne, qui est l'enjeu de la crise, elle a su dépasser ses griefs. Enfin, parce que la France, elle, ne possède pas encore de bombes atomiques et qu'elle n'est point, comme les trois autres, en proie à la hantise de lancer éventuellement ses bombes avant que celles de l'adversaire aient pu remplir leur œuvre. »

La réconciliation avec l'Allemagne

Ce dernier argument ne manque pas de saveur et provoque une évidente surprise, à l'heure où le général cherche encore, du côté américain, la possibilité de participer à un directoire à trois et à bénéficier d'avantages nucléaires comparables à ceux de la Grande-Bretagne... Cet aspect de la politique gaulliste est abordé sous forme de questions à l'occasion de l'avenir de l'O.T.A.N. et du retrait des forces navales méditerranéennes françaises de l'Organisation atlantique. Sur ce point, le général de Gaulle se montre encore conciliant, tout en affirmant son opposition à une alliance qui aboutirait à une intégration militaire.

Reste enfin le dernier volet de la conférence, l'appel au tiers monde : « En notre temps, la seule querelle qui vaille est celle de l'homme. C'est l'homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer. Que ne mettons-nous en commun un pourcentage de nos matières premières, de nos objets fabriqués [...], de nos navires, de nos avions, pour vaincre la misère, mettre en valeur les ressources et aider le travail des peuples moins développés ! Faisons-le ! Non point pour qu'ils soient les pions de nos politiques, mais pour amé-

liorer les chances de la vie et de la paix. Combien cela vaudrait mieux que les exigences territoriales, les prétentions idéologiques, les ambitions impérialistes, qui mènent l'univers à la mort! »

Plusieurs points se dégagent donc de cette première grande confrontation avec la presse : la réconciliation avec l'Allemagne, la détente en Europe sans sacrifier aux principes, la limitation du *leadership* anglo-saxon. Enfin, la France entend se faire l'avocat du tiers monde face à l'impérialisme des Grands. Mais, pour le moment, ces larges perspectives se heurtent à l'obstacle de la question algérienne, qui immobilise le gros des forces vives du pays et entrave toute possibilité de manœuvre.



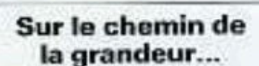
Le général Corniglion-Molinier : échouera dans les Alpes-Maritimes.



Alfred Coste-Floret (Entente rép.). Il sera battu en Haute-Garonne.



Edouard Daladier (radical). Échec au second tour en Vaucluse.



Sur le chemin de la grandeur...

De fait, on en est toujours au même point, progrès de la pacification, promotion politique, économique, sociale... Les élections municipales, pas plus que celles de novembre 1958, n'ont permis de trouver les interlocuteurs attendus. Par suite du zèle de certains, la mariée est une fois de plus trop belle. Sur cet énorme problème, le général paraît, à certains moments, à court d'inspiration, voire désabusé. Visiblement, l' « événement » ne s'est pas produit et le F.L.N. refuse de saisir la main tendue. On en reste donc aux formules vagues, qui convergent néanmoins vers l'association : « Le destin de l'Algérie dépend d'une œuvre de longue haleine. La France suit maintenant un plan net et ferme et, tout en s'efforçant d'aboutir au plus tôt à la pacification, elle travaille à la transformation où l'Algérie trouvera sa nouvelle personnalité. »

Les mesures de clémence annoncées en janvier ne provoquent aucun dégel du côté musulman et ne font qu'accroître le mécontentement de la population européenne, encore aggravé par les déclarations sur « l'Algérie de papa ». Les activistes ne cachent plus leur hostilité à une politique qui tourne visiblement le dos à l'intégration. Mais l'approche de l'anniversaire du 13 mai va-t-il apporter un élément nouveau? Un instant, on est porté à le croire. Le 7 mai, à Bourges, le général déclare : « Le jour est en vue où l'Algérie sera pacifiée. » Deux jours plus tard, à Blois, il ajoute : « Nous allons à des négociations qui peuvent être décisives. » Mais à Orléans, de Gaulle paraît de nouveau en retrait. Il en revient à l'avenir de l'Algérie, « un avenir heureux, un avenir où chaque homme de ce pays-là pourra, grâce à son suffrage, disposer de lui-même, comme il le faut dans la démocratie, un pays qui, de son propre mouvement, j'en suis sûr, voudra toujours rester lié à la France... » N'est-ce pas le premier pas vers l'autodétermination? Une nouvelle initiative mûrit...

En tout cas, moins d'un an après les événements de mai 1958, le régime a déjà trouvé son style. L'Élysée inspire visiblement les grandes options politiques et le gouvernement n'est qu'un agent d'exécution. L'Assemblée, après quelques escarmouches, comprend la leçon et se cantonne étroitement dans sa sphère. Les oppositions tendent à se confirmer au Sénat, « conservatoire du système ». L'orthodoxie financière devient une règle, par nécessité, bien sûr, mais aussi pour éviter une dépendance extérieure humiliante. Une monnaie solide constitue, en effet, un atout de poids dans la partie diplomatique que le général tient à mener. La France entend participer aux décisions du monde libre, jouer un rôle dans la détente et prendre la tête de l'énorme potentiel du tiers monde. Malheureusement, un obstacle de taille va très vite se dresser sur la voie du relèvement et de la grandeur... **H**

Philippe MASSON



André Le Troquer : une fâcheuse affaire de « ballets roses » fera les beaux jours de la presse et mettra fin à la carrière de l'ancien président de l'Assemblée nationale. « Malheur à celui par qui le scandale arrive... »



◄ Albin Chalandon Secrétaire général de l'U.N.R. Après les élections municipales, il dira : « On constate une poussée communiste dont il serait vain de vouloir dissimuler la portée et la gravité. »

DEUX GÉNÉRATIONS...

DANS la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, l'Algérie prend feu. En même temps que le mouvement insurrectionnel exige la reconnaissance de la nationalité algérienne, une cinquantaine d'attentats « terroristes » sont commis contre des casernes, des gendarmeries, de petits postes militaires et même des fermes et des notables...

Ce n'était encore qu'une rébellion isolée, tronçonnée, qui semblait inventer au gré des événements les formes de son action.

Quatre ans après, les méthodes empiriques des premiers mois ont fait place à une guerre révolutionnaire d'une efficacité éprouvée. Le Front a maintenant un « gouvernement provisoire », des appuis à l'étranger, une armée bien organisée.

Pour faire face à la propagation du phénomène rebelle, la France, sous l'impulsion du général Challe, lance en 1959 tout le poids de son armée.

A plus de quatre ans d'intervalle, deux hommes, deux pieds-noirs, le père et le fils, ont été les acteurs de deux épisodes de cette guerre d'Algérie qui cherche toujours à taire son nom. L'un est le journaliste Edmond Brua, l'autre est son fils Jean, sous-lieutenant au 6e tirailleurs. Voici leurs témoignages.

Coll. Morel

◀ Salle des rotatives de *la Dépêche de Constantine.* C'est dans l'atelier de composition de ce journal qu'Edmond Brua, de passage à Constantine, découvrit les tracts destinés à être lancés d'avion à la population musulmane de l'Aurès.

Ce tract, écrit en français sur une face, en dialecte chaouïa, sur l'autre, devait mettre en garde la population musulmane de l'Aurès contre les dangers qui l'attendraient si elle suivait les « quelques égarés qui prétendaient déclencher la guerre civile ». Tout de suite après sa diffusion, des bombardements massifs devaient avoir lieu sur la région. ▶



Coll. Morel

◀ Le haut bâtiment de *la Dépêche de Constantine,* au bord des gorges du Rhumel. Constantine fut Cirta, capitale des rois numides, puis colonie romaine. Détruite au cours d'une insurrection, en 311, la ville fut rebâtie par Constantin, à qui elle doit son nom.

Tract en poche

Le samedi 20 novembre 1954, Edmond Brua faisait une halte à Constantine. Il allait effectuer pour *le Journal d'Alger,* dont il était le rédacteur en chef, un reportage dans la zone opérationnelle de Biskra, *via* Constantine et Batna, et n'avait pu résister au désir de rendre visite à la vieille *Dépêche de Constantine* où, quelque trente ans plus tôt, il avait été initié au métier de journaliste.

Le samedi, le journal était fermé et seuls deux ou trois typographes travaillaient dans l'atelier de composition. En bavardant avec l'un d'eux, un « ancien », qui s'affairait à des travaux de ville urgents, son regard de professionnel s'arrêta sur une épreuve au marbre, celle d'un tract qui comportait deux volets : l'un rédigé en français, l'autre en chaouïa, le dialecte de la population de l'Aurès, transcrit en caractères arabes.

« Je tenais une information sensationnelle et j'en avais sans doute la primeur ! Que l'on veuille bien excuser mon geste, de telles faiblesses font en définitive la force du journalisme : je mis le tract incendiaire dans ma poche... sans remords, car il y en avait des piles et des piles imprimés. »

Il était évident pour Brua que le haut commandement avait pris secrètement la décision de procéder à une opération analogue à celle qui, au prix de plusieurs milliers de vies humaines, avait étouffé dans l'œuf l'insurrection de 1945, un communiste étant ministre de l'Air, mais qui avait été fort sévèrement jugée en métropole.

Le tract qu'il avait ramassé était, évidemment, destiné à être lancé par voie aérienne sur les rassemblements de musulmans organisés par les rebelles, mais dont la grande majorité n'était nullement décidée à participer à la révolte. Quelques minutes ou quelques heures après sa diffusion, des bombardements aériens devaient suivre pour montrer, comme en 1945, que la France ne se laissait pas impressionner par des agitateurs et était capable de répondre à la violence par une force infiniment supérieure.

Cependant, si ce projet était rendu public, il était évident, compte tenu des sanctions prises contre les responsables des représailles de 1945, qu'aucun chef militaire n'oserait assumer la responsabilité de le faire exécuter et d'étouffer la rébellion dans l'œuf.

En arrivant à Batna, chez le sous-préfet, Brua tomba au beau milieu d'une conférence à laquelle assistaient un général et un fonctionnaire de la

UNE GUERRE...

Appel à la Population

Des agitateurs parmi lesquels des étrangers, ont provoqué des troubles sanglants dans notre pays et se sont installés notamment dans votre région. Ils vivent sur vos propres ressources, ils vous rançonnent et s'efforcent d'entrainer les hommes de vos foyers dans une criminelle aventure.

Ils ont été suivis par quelques égarés qui prétendent déclencher la guerre civile.

MUSULMANS !

Vous ne les suivrez pas et vous rallierez immédiatement et avant le DIMANCHE 21 NOVEMBRE à 18 heures, les zones de sécurité avec vos familles et vos biens. L'emplacement de ces zones de sécurité vous sera indiqué par les Troupes Françaises stationnées dans votre région et par les Autorités administratives des douars.

Hommes qui vous êtes engagés sans réfléchir ! Si vous n'avez aucun crime à vous reprocher, rejoignez immédiatement les zones de sécurité avec vos armes et il ne vous sera fait aucun mal.

Bientôt, un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des rebelles.

Après quoi, règnera à nouveau la Paix Française.

Coll. particulière



Edmond Brua. Vieil ami de Camus, il fut le seul journaliste présent à la manifestation pour l'Appel à la trêve civile.

Surveillance du territoire venant de la frontière tunisienne.

L'entrée d'un journaliste connu fit l'effet d'une douche froide. Edmond Brua comprit que ces « mystères » n'étaient pas sans relation avec le tract qui lui brûlait la poche.

A l'hôtel Transatlantique de Biskra, Brua retrouva un de ses cousins, le colonel Robert Ceccaldi, Bob pour les amis, qui commandait le secteur opérationnel.

Peu avant le dîner, il l'emmena dans le jardin et, sans mot dire, lui tendit le tract.

« Où as-tu pris ça ? s'exclama le colonel, effaré. C'est un secret même pour les civils du Gouvernement général ! »

Ils convinrent finalement d'un *modus vivendi* : Edmond Brua ferait son métier. Le colonel ferait le sien.

« Note bien ceci, lui souligna le colonel : dans cette histoire, nous ne nous connaissons pas. »

Le colonel devait partir le lendemain, à l'aube, dans son *Piper Cub*.

« Si le cœur t'en dit..., proposa-t-il à son cousin. Mais je ne te révélerai évidemment pas le but de la promenade. »

Edmond Brua refusa – non par crainte de la D.C.A. chaouïa, mais par celle du mal de l'air auquel il était très sujet.

« Dommage ! lui dit Bob, car tu vas rater un beau spectacle. Je parle du panorama de l'Aurès au lever du soleil... »

Et après ça, ce fut plus fort que lui, rapporte Edmond Brua, il ajouta : « Rideau sur l'insurrection.

« Si l'on n'éteint pas d'un seul coup le foyer allumé dans l'Aurès, l'incendie gagnera tôt ou tard les Babors, la Grande Kabylie, l'Ouarsenis et alors...

« Mais qu'est-ce que tu crois, que nous allons bombarder les gens ?

« Pas du tout ! Les bombes seront lâchées dans les gorges et ça va faire le plus grand fracas qu'on y ait jamais entendu.

« L'opération est dans le lac »

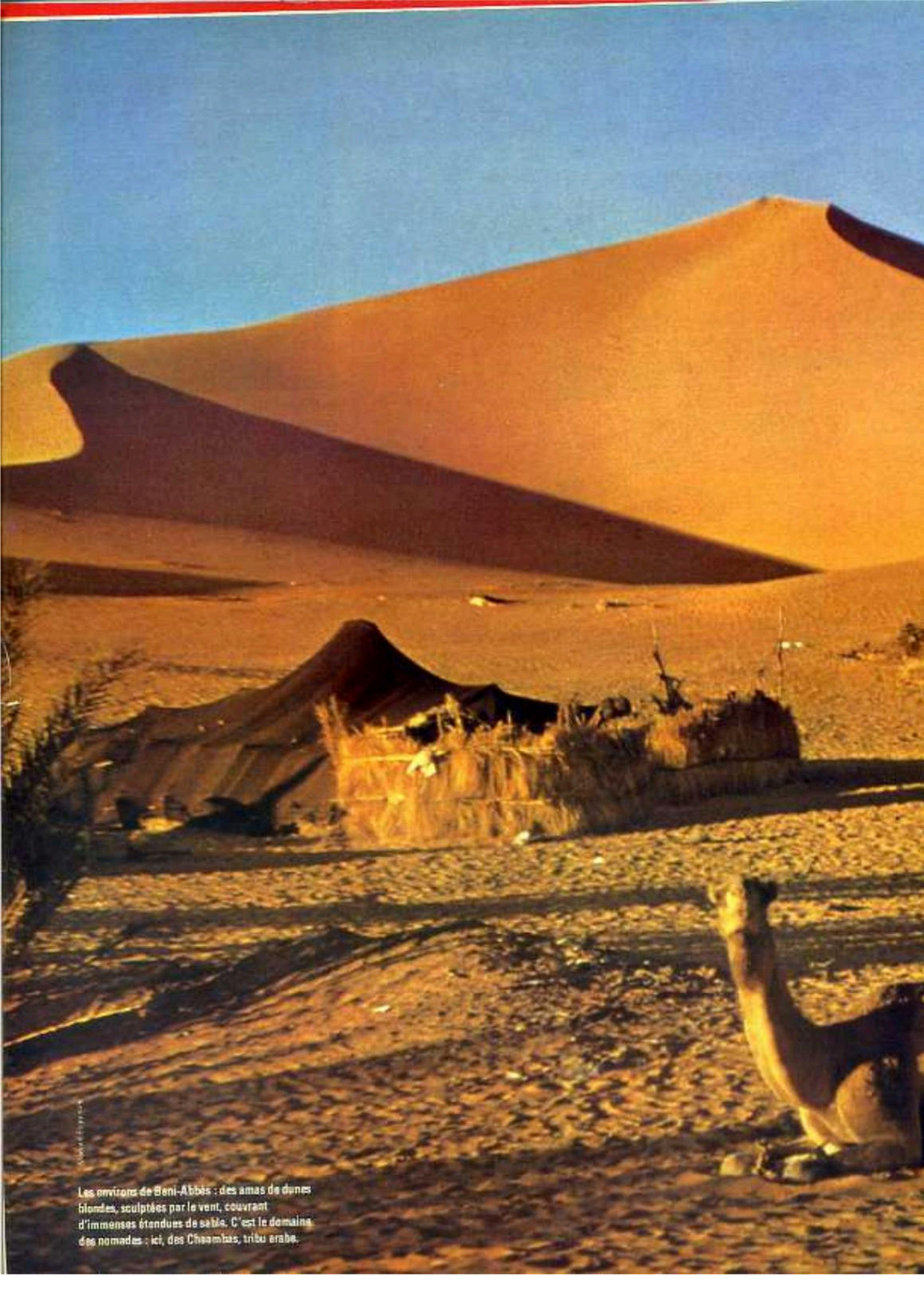
« Puisque tu as lu l'appel à la population, tu as compris que nous voulons inciter cette population à la sagesse. Ils seront prévenus, ils comprendront parfaitement ce que signifie « un malheur terrifiant s'abattra sur la tête des rebelles »... Donc, ils vont regarder en l'air et plutôt deux fois qu'une. Il n'y aura pas, cette fois, une seule victime.

« Si l'opération est bien exploitée politiquement, l'insurrection sera jugulée. »

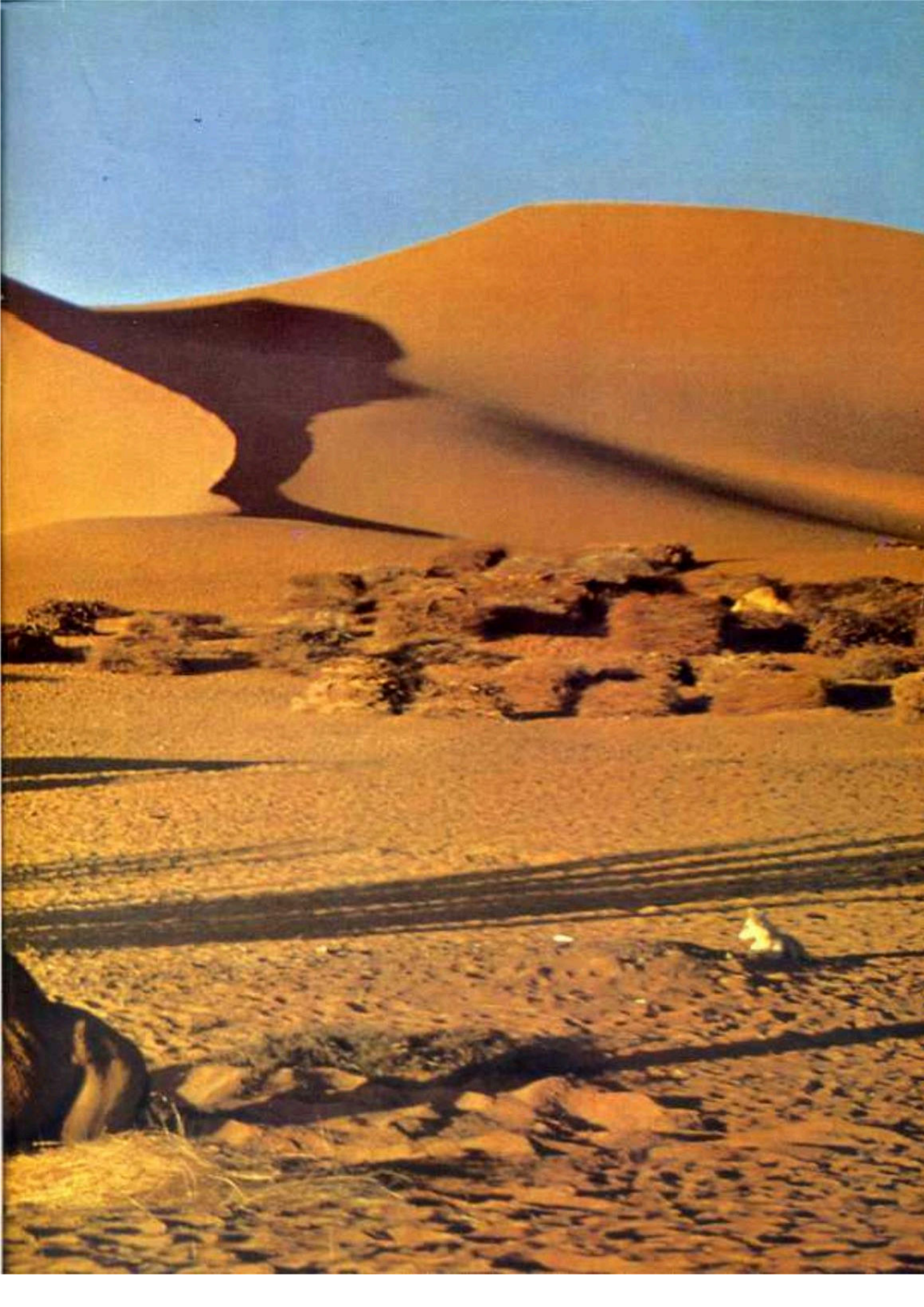
« Le lendemain matin, écrit Edmond Brua, en descendant pour le breakfast, quel ne fut pas mon étonnement de trouver à table le colonel que je croyais voletant en *Piper Cub*. Sa mine allongée trahissait une vive contrariété. Sans me laisser le temps de poser une question, il me dit, en réprimant son humeur : « L'opération est dans le lac ! Hier encore, à minuit, les équipages couchaient au pied des appareils, à Djemila. Mais, à 1 heure du matin, on m'a apporté une dépêche qui annulait tout. Je n'y comprends rien. Et toi, as-tu une idée ? »

« C'était une attaque aimable mais

(Suite page 2044)



Les environs de Beni-Abbès : des amas de dunes blondes, sculptées par le vent, couvrant d'immenses étendues de sable. C'est le domaine des nomades : ici, des Chaambas, tribu arabe.



le directeur du cabinet avait informé les journalistes d' "un bruit qui courait"...

(Suite de la page 2041)

directe. Je le pris à part et lui dis : Je suis consterné. J'ai la conviction qu'il y a eu une fuite à mon journal, malgré toutes mes précautions. Je me sens donc responsable de ce fiasco.

» Je lui révélai alors ce que j'avais fait la veille : trois coups de téléphone au *Journal d'Alger*, le premier pour demander de réserver la place pour un titre sur sept colonnes ; le second pour faire attendre le troisième ; celui-ci, enfin, pour dicter, outre une brève information, le titre : *Ce matin, notre aviation bombarde les gorges de l'Aurès*. J'avais ajouté, pour le secrétaire général du journal, en qui j'avais pleine confiance et que j'avais eu seul, chaque fois, au bout du fil : Si je n'ai pas retéléphoné à minuit, vous avez le feu vert. Et je lui avais recommandé le secret absolu jusqu'à l'heure de la mise en page.

» Le colonel n'avait rien à reprocher à cette tactique journalistique. Il y était resté complètement étranger. Il n'était pas « dans le coup ». Mais je n'avais pas la conscience tranquille.

» A mon retour à Alger, une rapide enquête me confirma dans mes soupçons : moins d'un quart d'heure après mon troisième coup de téléphone, le dimanche soir, le cabinet du gouverneur général Léonard avait convoqué la presse à une conférence importante et urgente. Là, le directeur du cabinet, M. Gand, homme aux manières infiniment courtoises et prudentes, avait sommairement informé les journalistes d'un « bruit qui courait » au sujet d'un bombardement aérien projeté dans l'Aurès et il avait nettement déclaré, en appuyant sur les mots autant que sa discrétion coutumière le lui permettait : « En aucun cas, une telle opération n'aura lieu. » De toute évidence, un quelconque système d'écoute téléphonique — ou d'écoute aux portes — avait joué son rôle dans l'affaire. Le « bruit » n'avait jamais « couru » que sur le fil d'abord, puis d'une porte à une autre... J'appris par la suite, de bonne source, que le gouverneur général, outré d'apprendre que les militaires du Constantinois avaient pris une aussi grave décision sans le consulter, sans même l'informer, avait décidé de s'y opposer par les grands moyens. Il s'était aussitôt mis en communication avec Paris.

» Quelques jours plus tard, il y eut grande séance de nuit à l'Assemblée algérienne. François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, y prit la parole dans une incroyable atmosphère d'énervement et de mésentente. Je croisai dans les couloirs M. Gand, qui me dit avec son ironie la plus exquise : « Alors, cher monsieur, rapportez-vous d'autres secrets militaires de votre voyage à Biskra ? » Je lui répliquai : « Non, monsieur, mais je vous remercie de me confirmer officieusement un secret du Gouvernement général. »

» C'est ainsi que commença vraiment la guerre d'Algérie... et pas par la faute des militaires. »

Un sous-lieutenant en opération

Depuis le début de l'année 1959, des opérations d'envergure étaient lancées avec succès, d'ouest en est, contre les bastions de l'A.L.N. cependant qu'aux barrages électrifiés et minés qui couvraient les frontières les forces françaises s'efforçaient de maintenir l'étanchéité du champ de bataille.

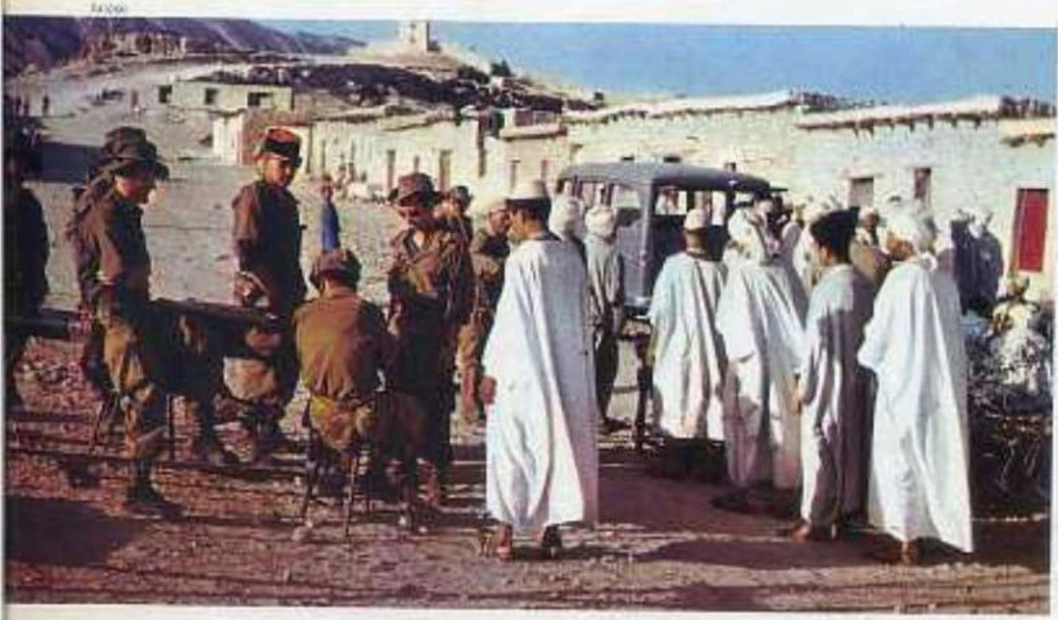
Le sous-lieutenant Jean Brua, appelé du contingent, se trouvait alors avec la 4e compagnie du 6e bataillon de tirailleurs dans le secteur d'Aïn-Sefra, à la frontière algéro-marocaine : quatre-vingt-cinq hommes prêts à foncer en quelques minutes contre d'éventuels forceurs de barrage.

Les cinquante kilomètres de cette route, compris entre Aïn-Sefra et Djenien-bou-Rezg, bordés par des massifs épais favorisant l'approche et la fuite des forceurs de barrage, constituaient la zone la plus vulnérable de la frontière.

Cette opération reposait sur quelques passeurs professionnels, à la fois guides et sapeurs.

L'approche pouvait durer plusieurs





◀ Montagnards chaouïas. Les Aurésiens sont mi-nomades dans le Sud, sédentaires dans le Nord. Comme les Kabyles, ils parlent un dialecte berbère.

◀ Paysage des environs de Batna. C'est dans le massif de l'Aurès que se dressent les plus hauts sommets d'Algérie. Adossé au nord à de hauts plateaux, il plonge, au sud, escarpé, abrupt, sur la dépression saharienne.

Pansard

jours à marches forcées. Encore les fellaghas refluant vers le Maroc ou en arrivant couraient-ils le risque d'être interceptés par des troupes héliportées dans la zone entre le barrage et la frontière, interdite à toute circulation pour élargir le champ d'intervention des gardes-frontière.

Le barrage, une double haie électrifiée, protégée à l'est comme à l'ouest par des réseaux de barbelés semés de mines, représentait quatre lignes de défense tendues sur une profondeur variable. Des isolés pouvaient déjà difficilement se glisser au travers sans déclencher l'alerte. La chose était impossible pour plusieurs dizaines d'hommes. Le seul moyen était le passage en bloc d'un seul élan par un couloir déminé minutieusement dans l'épaisseur du réseau par les passeurs.

Tapis dans l'oued, les *djounoud* surveillaient les blindés de patrouille, puis devaient se glisser en silence entre les fils électrifiés, maintenus écartés à l'aide d'une branche fourchue.

La herse franchie, les barbelés étaient coupés en quelques secondes par des cisailles à branches isolées... Tout le monde se ruait dans la brèche, puis courait le plus vite et le plus loin possible. Quelques minutes plus tard, tombaient les premiers obus.

Il était un peu plus de minuit ce jour-là quand le canon se mit à tonner...

Une silhouette verte

Alerte déclenchée. Tuf.. tuf... du groupe électrogène, galop et ordres des sous-off. Briefing rapide du capitaine, cartes déployées sur le capot de la jeep vibrant au ronflement du moteur : « Passage Maroc-Algérie au P.K. 475. Forte bande. Départ immédiat. »

Mais laissons la parole à Jean Brua :

« Il n'a fallu que trois minutes à la colonne d'intervention pour passer le barrage à la chicane d'Amar-Kheddah, avant de s'enfoncer dans la nuit en direction de l'est, les véhicules grinçant de toutes leurs tôles sous les cahots de la piste crevassée.

« Les traces relevées près de la brèche confirment que les rebelles ont gagné le Djara. Mais il est douteux qu'ils s'attardent dans ce djebel pelé. Leur salut, c'est le Bou-Lerhfad aux mille ravins, ou le Tanout profond, qu'il faut rejoindre par la sèche plaine de l'oued es-Somm.

« Dans le bureau Opérations du secteur d'Aïn-Sefra, des officiers en manches de chemise, penchés sur les cartes d'état-major, tissent à grands traits de ▶

Coll. Brua

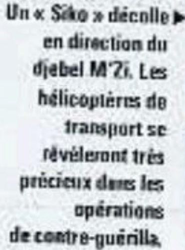


La famille Brua réunie autour d'un sapin de Noël à Alger, en 1961. Trois générations de pieds-noirs qui, bientôt, comme tant d'autres, vont connaître l'exil... ▶

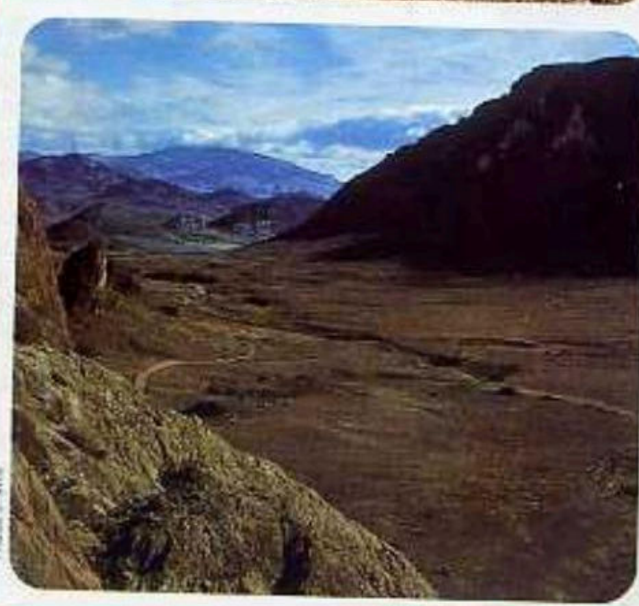


◀ Des éléments du 6[e] tirailleurs embarquent à Djenien-bou-Rezg à bord d'un Sikorsky pour une opération de poursuite contre des maquisards.



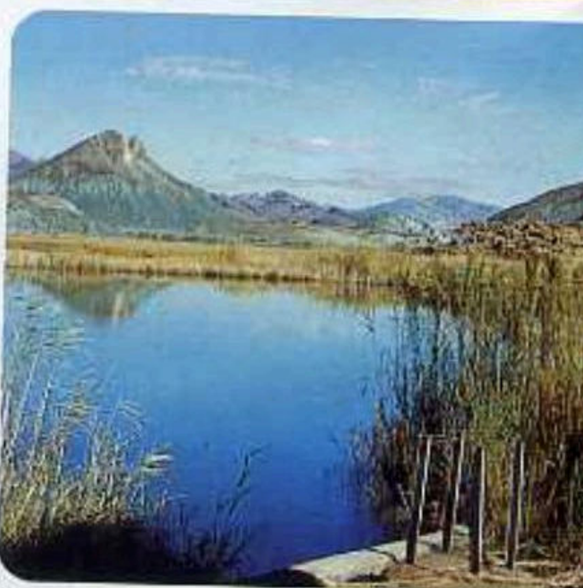


Un « Siko » décolle ▶ en direction du djebel M'Zi. Les hélicoptères de transport se révèleront très précieux dans les opérations de contre-guérilla.





◀ Aïn-Ouarka : très important carrefour des Ksour, sur le chemin des bandes de maquisards qui franchissent la frontière. Au fond, on aperçoit le massif du Tammeda.





Dans le paysage ▶ tourmenté des Ksour : le lac de l'ancienne station thermale d'Aïn-Ouarka entouré de montagnes teintées de vert par le minerai de cuivre.

pendant plus d'une heure, huit obusiers vont déverser une pluie de projectiles

crayon gras la toile du piège, pendant que, de Djenien à Mécheria, on rameute régiments, batteries de campagne, escadrilles de T-6 et détachements d'hélicoptères de l'armée de l'air et de l'aéronavale.

» La chasse commencera dès que les tirailleurs du capitaine C... auront flairé le gibier.

» Une heure et demie avant le lever du jour, ils débarquent au bas des pentes du Djara. Figés en ligne de ratissage, ils vont attendre l'ordre de départ en regardant descendre les « lucioles » qu'un avion invisible largue sans interruption pour éclairer le terrain. La canonnade a cessé.

» Vers 5 heures, les premières traces sont découvertes par des voltigeurs de la 2[e] section, progressant à flanc de djebel. A peine visibles sur la pente caillouteuse, elles indiquent le passage d'une dizaine d'hommes. Avec des cris d'excitation, les tirailleurs s'accrochent à cette piste ténue, tandis que leur capitaine réclame par radio le concours d'un avion d'observation. Bientôt, une nouvelle découverte : débouchant d'un petit thalweg, les traces d'une troupe plus nombreuse rejoignent la première piste et s'infléchissent avec elle vers le sud. Trahi par le terrain sableux de la plaine, le passage de la bande se lit maintenant en piétinements parallèles de plusieurs colonnes. Cinquante hommes, au moins! Ici, ils ont couru, sans doute aiguillonnés par la chute d'un obus. Là, ils se sont regroupés pour faire le point ou attendre les traînards.

» Dans les rangs des tirailleurs qui avancent en formation de combat, l'excitation de tout à l'heure a fait place à un silence tendu, à peine troublé par le ronflement léger du *Piper* appelé à la rescousse.

» Un cri d'alerte, soudain, et comme un sursaut de l'aile marchante de la 3[e] section, qui enveloppe rapidement un bouquet d'alfa. Une silhouette verte, bras levés... C'est un prisonnier!

» Soulagé d'avoir échappé aux périls qui attendent ses compagnons, l'homme répond complaisamment à toutes les questions.

» Il est équipé de neuf. Treillis et casquette U.S., fusil Mauser, cartouchières et sac bourrés. Il raconte :

« Nous sommes passés à cinquante ou » soixante... On a couru presque sans » arrêt, pendant que les obus tom» baient. Assez loin, mais c'était ter» rible. Quand on a vu les phares des » camions, sur la piste, les chefs ont dit » qu'il fallait courir encore. J'étais cre» vé. Je me suis caché dans un buisson » au moment de repartir. Je savais que » les soldats arriveraient bientôt et je » préférais me rendre. La bande pos-

◄ Cette carte montre le chemin suivi par les forceurs de barrage et les hommes du 6ᵉ bataillon de tirailleurs ainsi que l'endroit où l'accrochage a eu lieu. Les cinquante kilomètres de la route Aïn-Sefra - Djenien-bou-Rezg constituent la zone la plus vulnérable de la frontière.

« sède deux armes automatiques : un « B.A.R. et une mitrailleuse, un poste « radio, aussi. Les *djounoud* sont tous de « jeunes recrues entraînées à Figuig. « Tous se sont éloignés par là, en deux « colonnes. »

» Et le prisonnier montre le djebel Bou-Lerhfad, qui se dresse à moins de 4 kilomètres, tout bleu dans le soleil levant. La chasse s'engage bien. Entre le moment où l'homme leur a faussé compagnie et le lever du jour, les fuyards n'ont pu faire beaucoup de chemin. Au mieux, ils ont réussi à gagner le défilé ouvert au flanc rugueux du djebel et à s'y camoufler tant bien que mal.

» On les imagine, aplatis entre les rochers, se serrant dans la moindre faille ou sous le plus maigre buisson, pour échapper au regard d'aigle du *Piper*, dont les cercles se rapprochent.

» Il n'y a pas de risque à prendre. Les tirailleurs reçoivent l'ordre de progresser prudemment jusqu'à une barre rocheuse faisant face à la montagne, pendant qu'une *Alouette* vient chercher le captif, dont le précieux témoignage est réclamé au P.C. de l'opération.

» Toute la plaine s'anime progressivement de panaches de poussière annonçant l'arrivée des renforts, alors que, de part et d'autre du Bou-Lerhfad, les A.M.L. de la légion et les « ferrettes » des chasseurs bouclent les issues. Au pied du Djara, les artilleurs creusent, en bordure de piste, les emplacements de tir de deux batteries de 105.

» L'ennemi est localisé vers 8 heures par le *Piper*. Un quart d'heure plus tard, les premiers obus passent dans un long chuintement au-dessus de la ligne des tirailleurs, immobilisée à moins de 500 mètres de l'objectif.

L'hallali

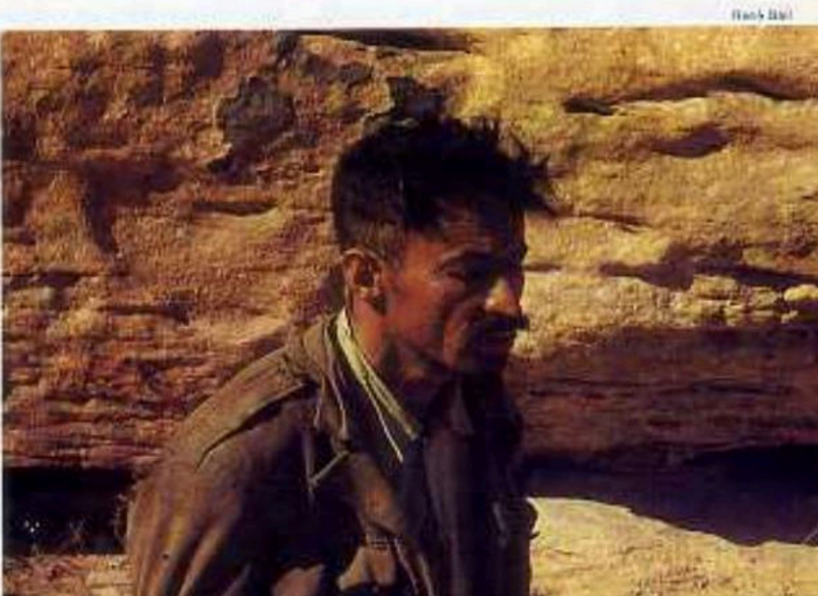
» Le matraquage commence, précis et écrasant. Pendant plus d'une heure, huit obusiers vont déverser une pluie ininterrompue de projectiles, dont les explosions en chaîne se répercutent avec une violence sismique jusqu'aux rochers où s'abrite la 4ᵉ compagnie. Bientôt les gros Sikorsky vont déposer sur les crêtes légionnaires, paras, marins et tirailleurs... Des T-6 vont mitrailler en piqué les *djounoud*, puis ce sera l'hallali...

» Dix à quinze rebelles seulement parvinrent à échapper au massacre et à passer entre les mailles du filet.

» Pour leurs cinquante compagnons tués ou capturés, la guerre d'Algérie, commencée dans les barbelés du barrage, n'avait pas duré vingt heures. »

Ainsi, après quatre années, l'armée française était parvenue à dominer un adversaire dont les méthodes avaient, au début, dérouté son commandement, mais la victoire ne se gagne pas seulement sur les champs de bataille. C'est ailleurs que devait être définitivement perdue la guerre d'Algérie. **H**

D'après Edmond et Jean BRUA



Un *djoundi* a été ► fait prisonnier. L'insécurité sous toutes ses formes, la déréliction, l'incertitude quant à l'issue du conflit ont, en 1959, un grand retentissement sur l'état d'esprit des *djounoud*. Et si leur combativité se maintient sur le plan collectif, elle se relâche nettement sur le plan individuel.

UN "PAPIER" FORMID

« L'ALGÉRIE de papa est morte. Si on ne le comprend pas, on mourra avec elle. »

Inconfortablement assis dans le bureau présidentiel, Pierre Laffont est impressionné, intimidé. C'est la première fois qu'il se trouve en présence du général qui le domine de sa haute taille.

Quarante-six ans, grand et bel homme, amateur de pipe et cultivant volontiers le genre anglais, Pierre Laffont, élu député en 1958, dirige *l'Écho d'Oran* depuis 1945. Son arrière-grand-père, imprimeur lorrain, fut banni en Algérie par Louis-Philippe pour avoir exprimé des sentiments trop républicains. Dès 1844, l'ancêtre a fondé ce journal, le plus important, par son tirage, de ce côté-ci de la Méditerranée — 120 000 exemplaires quotidiens —, le second, par son influence, après *l'Écho d'Alger*.

Un décor faux Louis XVI

Pierre Laffont est un « libéral modéré ». Sa ligne politique, c'est à peu près celle de son ami Jacques Chevallier, le député maire d'Alger.

A l'approche du premier anniversaire du 13 Mai, le climat n'a cessé de se dégrader en Algérie. Les activistes ont eu le temps de se rendre compte que de Gaulle n'est pas leur prisonnier comme ils le croyaient mais, bien au contraire, le « patron ».

Les grâces accordées aux condamnés F.L.N. à l'occasion de son accession à la présidence de la République ont provoqué la mauvaise humeur des pieds-noirs pour lesquels le général, s'il n'est pas encore l'ennemi déclaré, ne mérite plus leur confiance en tout cas. Les activistes, qui ont décidé de faire du 13 Mai une journée de deuil, ne vont-ils pas déclencher des troubles graves?

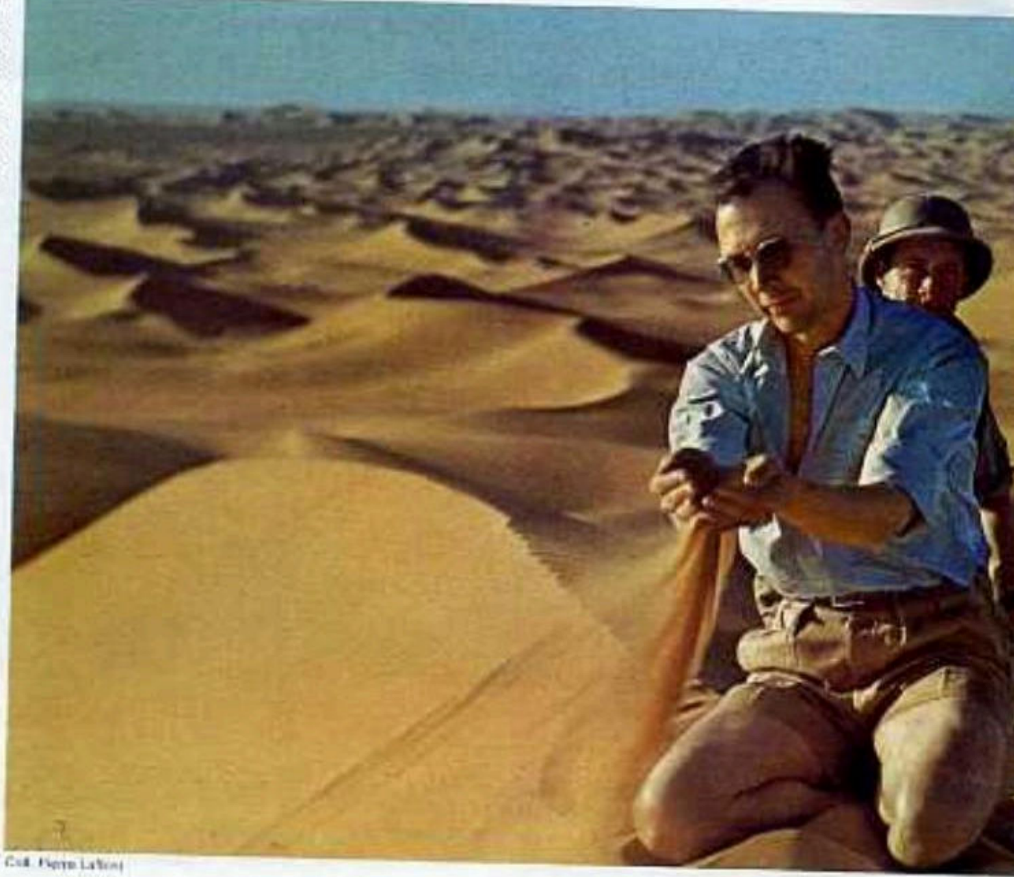
Ce 28 avril 1959, Pierre Laffont est à son banc de l'Assemblée nationale, avec, comme voisin de travée, Pierre Lagaillarde, lorsqu'un huissier lui apporte un mot griffonné à la hâte sur un rectangle de papier blanc : « Le général vous recevra demain à 17 heures. Confirmez aux aides de camp. » L'ancien député d'Oran n'a jamais demandé audience. Aussi est-il persuadé tout d'abord qu'il s'agit d'une blague. « C'est sans doute Lagaillarde qui aura imaginé ce canular », pense-t-il. Il montre le billet au docteur Sid Cara, qui lui conseille d'appeler l'Élysée. Ce qu'il fait. Et bientôt Pierre Laffont a confirmation qu'en effet le chef de l'État souhaite s'entretenir avec lui.

C'est ainsi que le sort apporte au journaliste ce qu'en terme de métier on appelle un « scoop », une information exclusive sensationnelle.

« J'attends un petit moment dans le cabinet des attachés militaires, se souvient aujourd'hui Pierre Laffont, et l'on m'introduit chez le général, qui se lève pour m'accueillir. Je suis étonné de voir un P.-D. G. si important derrière un bureau si petit. Un bureau sans aucun papier, sans rien du tout. Un bureau tout nu dans un décor faux Louis XVI.

De Gaulle répond qu'il a voulu qu'un climat nouveau s'instaurât avec son élection à la présidence de la République. Il rappelle que tous les condamnés à mort, dont certains dossiers remontaient à plus de deux ans, ont bénéficié de ces mesures et qu'il a également fait libérer de nombreux prisonniers des camps d'internement.

« Quoi qu'on en ait dit, déclare le général, cette décision a été très favorablement accueillie par la population musulmane. Et si l'on constate aujourd'hui de plus en plus de ralliements, cette mesure n'y est pas étrangère. » Il ajoute : « Je n'ai pas voulu que des hommes qui avaient simplement eu la malchance d'avoir leur dossier incomplet au moment de mon élection à la présidence de la République soient frappés d'une peine aussi sévère que la peine de mort. »


Coll. Pierre Laffont

La première question de Pierre Laffont a trait à la pacification en Oranie sur laquelle le député souhaiterait connaître le point de vue du général :

« La pacification en Oranie, déclare celui-ci, a été une belle réussite parce qu'elle a été menée avec des moyens appropriés. Je crois que ses effets seront durables étant donné l'évolution de la mentalité des populations. Nous entreprenons la même tâche dans l'Algérois. Elle sera plus longue et plus difficile, mais je ne désespère pas de la voir arriver à bon terme dans un délai raisonnable. Je ne comprends pas, dans ces conditions, l'attitude de certains Algérois, qui entretiennent dans la ville d'Alger une agitation que rien ne justifie. »

Le visiteur interroge ensuite l'hôte de l'Élysée sur les récents décrets de grâce.

« Mais alors, demande Pierre Laffont, pourquoi ne pas avoir assorti en leur temps les décisions en question de ces commentaires? Pourquoi avoir laissé libre cours aux oppositions? »

La réponse du chef de l'État est d'une brièveté dédaigneuse : « Parce qu'il y a, à Paris comme à Alger, des gens qui s'efforcent de tout embrouiller, sautant sur toutes les occasions pour le faire. »

BLE!

Pierre Laffont, député d'Oran et directeur de *l'Écho d'Oran*. Sa position politique dans le conflit algérien lui vaudra de recevoir dans son courrier, plus tard, un petit cercueil de l'O.A.S. *A droite :* avec le général de Gaulle. *A gauche :* au cours d'un voyage au Sahara.



Coll. Pierre Laffont

De Gaulle parle ensuite des signes d'amélioration constatés ici et là : « Tout n'est pas parfait, tout n'est pas résolu, dit-il, mais un immense travail a été fait. Il y a toujours des gens pour dire : « Oui, mais... » Depuis que le monde existe, il y en a toujours eu. »

Et le général de questionner : « Que veulent donc les agitateurs d'Alger? La situation actuelle n'est pas ce qu'elle était il y a un an. Si le 13 Mai a réussi, c'est parce que, derrière Alger, il y avait toute la France. »

« Le fait que vous n'ayez jamais prononcé le mot d'intégration a permis à certains de tirer des conclusions hostiles à votre politique. Puis-je vous demander pourquoi vous n'avez pas prononcé ce mot? » demande Pierre Laffont.

« Tout d'abord parce qu'on a voulu me l'imposer, répond le président de la République. Mais qu'ai-je fait depuis que je suis au pouvoir et même avant? » Il rappelle qu'en 1943 il a donné le droit de vote aux musulmans et il demande : « N'est-ce pas déjà de l'intégration? Mais ceux qui crient aujourd'hui le plus fort « intégration », ajoute-t-il, sont ceux qui étaient alors contre cette mesure... »

Et vient le moment où le général de Gaulle lance la formule qui fera bientôt le tour du monde :

« Ce qu'ils veulent, c'est qu'on leur rende l'Algérie de papa... Mais l'Algérie de papa est morte, et si on ne le comprend pas, on mourra avec elle. »

Il évoque ensuite l'œuvre accomplie depuis qu'il est à la tête de l'État : respect de l'égalité des droits pour tous, création d'un collège unique, élections qui permettent aux musulmans d'accéder à la représentation de leur province, ouverture de différentes fonctions publiques aux musulmans, non seulement d'Algérie, mais de métropole, « déclochardisation » de l'Algérie par le plan de Constantine. « N'est-ce pas là, demande-t-il encore, la véritable intégration? »

« Quant à la signification politique du mot, que veut-il dire? poursuit le général. Que l'Algérie est française? Est-ce utile de le dire puisque cela est? »

« Croyez-vous que le F.L.N. rencontre actuellement des difficultés sérieuses? » interroge le directeur de *l'Écho d'Oran*.

« Bien sûr », répond de Gaulle, qui voit dans ces difficultés la conséquence des opérations militaires. « Les barrages sont efficaces et les armes parviennent de plus en plus difficilement à l'intérieur de l'Algérie, dit-il. On a constaté

"croyez-vous à une solution heureuse?"

que l'adversaire avait infiniment moins de mordant qu'il n'en avait autrefois. »

Le général évoque ensuite les difficultés politiques que rencontre le F.L.N. Il rappelle que les rebelles ont d'abord essayé d'obtenir que la France envoyât un homme en terrain neutre pour des conversations, espérant ainsi les faire implicitement connaître : « Je n'ai pas voulu, dit-il, péremptoire, car je n'ai pas à reconnaître cette organisation. Elle ne représente pas l'Algérie et même pas les musulmans d'Algérie... J'ai parlé de « paix des braves », ajoute-t-il. L'offre demeure valable et c'est à Paris que les conversations doivent avoir lieu. »

Une verte semonce

Concernant la tentative du F.L.N. de se faire reconnaître par de nombreux États, le général répète qu'il a fait savoir « à tous les États sérieux que la France retirerait immédiatement son ambassadeur de tout pays ayant reconnu cette organisation politique ». « Je ne parle pas, bien entendu, des Anglais ni des Américains, précise-t-il, mais je l'ai dit également à l'Inde et à la Russie soviétique. »

Le général prophétise ensuite : « Devant ses échecs, cette organisation, de plus en plus, se rapprochera des communistes. Non pas de la Russie soviétique, mais de la Chine, dont nous n'avons pas reconnu le régime et avec laquelle nous n'avons pas d'échange d'ambassadeurs. Je n'ai pas à agir ainsi vis-à-vis des pays arabes, qui sont obligés de composer avec les deux camps. »

Le journaliste demande au général s'il ne pense pas que la fraternisation des deux communautés, depuis le 13 Mai, s'est faite sur le mot « intégration ».

« La fraternisation des deux communautés ne s'est pas faite le 13 mai avec M. Lagaillarde, répond de Gaulle. C'est au cours des journées qui suivirent que la population musulmane a fraternisé avec la population européenne sur le Forum, et elle est venue parce qu'on a commencé à crier le nom de De Gaulle. » Il souligne : « C'est sur mon nom que s'est faite la fraternisation et c'est à mon nom qu'on la doit. »

Pierre Laffont. — Les députés algériens se plaignent de n'avoir aucun contact avec vous. Comptez-vous les recevoir?

Le général. — Je n'ai pas voulu les voir tant qu'il y a eu des consultations électorales. Elles sont aujourd'hui terminées et je compte recevoir régulièrement les représentants des deux communautés.

Pierre Laffont. — Croyez-vous à une solution heureuse du drame algérien?



Col. Pierre Laffont

Le général. — Je crois qu'une solution heureuse ne peut être trouvée que dans une évolution totale de ce pays. C'est ce que je m'efforce de faire. Si cette évolution échoue, même si la pacification était définitive, l'Algérie serait rapidement perdue pour nous car, à la première occasion, elle se soulèverait de nouveau et cette fois il n'y aurait plus de solution.

« Je suis le seul, déclare en terminant le général de Gaulle, à pouvoir apporter la solution en Algérie. Tous ceux qui dressent les Français d'Algérie contre moi risquent de retarder le retour de la paix. Notre avenir peut être magnifique si nous savons rester unis. »

Derrière son bureau, de Gaulle a parlé pendant une demi-heure en jouant avec ses lunettes. Il ne s'est dérobé à aucune question. Pour la première fois depuis sa conférence de presse du 25 mai, il a défini sa position sur l'Algérie. Lorsqu'il a abordé les sujets brûlants, l'intégration, la reconnaissance du F.L.N. par certains États, Pierre Laffont lui a dit : « Mon général, il est dommage que ces propos soient tenus dans le secret de votre cabinet et qu'ils ne soient pas connus en Algérie, où beaucoup de gens croient que vous vous réjouissez de nos malheurs. » A quoi il a répondu : « Mais je ne vous empêche pas de les répéter. »

Cela signifiait-il que de Gaulle autorisait le journaliste à publier ses propos ou seulement que le parlementaire pouvait en faire état dans son entourage?

« J'avoue, confesse Pierre Laffont, qu'avec une certaine mauvaise foi je ne lui ai pas fait préciser ce point. Je pensais qu'il serait vraiment dommage de ne pas écrire pour mes lecteurs ce que je venais d'entendre. Car je tenais là un « papier » formidable. Réflexe professionnel, n'est-ce pas? Je me suis dit : Tant pis! on verra bien. »

A 22 heures, Pierre Laffont revoit longuement son texte, il s'aperçoit qu'il a tout simplement oublié la fameuse réflexion sur « l'Algérie de papa »... Vraiment, c'eût été dommage!... L'article relu et complété, il donne l'ordre, par une heureuse inspiration, de le

Aurélie



◄ Pierre Laffont, dans son bureau de *l'Écho d'Oran*. Le journal a été fondé en 1844 par son arrière-grand-père, modeste imprimeur lorrain, Adolphe Perrier. En ce temps-là, il paraissait le samedi de chaque semaine et se qualifiait d'organe « d'annonces judiciaires, administratives et commerciales ».

Le général de Gaulle ► dans son bureau. Sur l'entretien qu'il accorda à Pierre Laffont, celui-ci dira plus tard : « Les phrases du début, ce qu'il m'a dit exactement, pourquoi il me recevait, je ne m'en souviens absolument pas. J'étais tellement ému que les mots qu'il prononçait ne s'inscrivaient pas dans mon esprit. »

Gamma/Paris-Match

transmettre aux agences étrangères et à l'A.F.P. Il se couche et cherche en vain le sommeil lorsque le téléphone grelotte.

C'est René Brouillet, directeur de cabinet de l'Élysée :

« Je viens d'apprendre que vous allez publier une interview du général. Or il ne donne jamais d'interview. Ce n'est pas possible. Je vous demande de l'arrêter, sinon je fais saisir votre journal... »

Le journaliste répond alors qu'il est trop tard. Même si *l'Écho d'Oran* ne publie rien, les agences, qui ont le texte, le distribueront aux journaux... Et puis, d'ailleurs, tout ce qui est contenu dans l'interview va dans le sens de l'apaisement en Algérie et sert donc la politique du chef de l'État. Discussions, palabres, négociations au téléphone. Finalement, René Brouillet ne peut que s'incliner. Mais il obtient de Laffont qu'il précisera dans le « chapeau » de son article qu'il ne s'agit pas d'une interview : il devra expliquer qu'il a pris sur lui de reproduire une conversation privée.

Tout comme un débutant qui se lève aux aurores pour acheter au kiosque le journal, sentant encore l'encre, dans lequel paraît son premier « papier », Pierre Laffont, le lendemain matin, est sur le trottoir, anxieux du sort réservé à son texte. Il écarquille les yeux : sur huit colonnes, à la « une » du *Figaro* et de *l'Aurore*, s'étale : « L'Algérie de papa est morte. » Il passe une matinée inquiète, redoutant qu'un communiqué officiel n'enlève sa valeur à l'article et ne le rende ridicule. Il apprendra plus tard que le général, ce matin-là, a eu un réveil désagréable, tumultueux. Ses malheureux collaborateurs — qui n'y étaient pour rien — reçurent une verte semonce.

A coups de sonde...

La suite, Pierre Laffont l'a relatée dans son livre *l'Expiation* (1).

« Vers 10 heures, coup de téléphone de Delouvrier : « Enfin, mon général, « vous avez tenu les propos que j'espérais depuis si longtemps. L'anniversaire du 13 Mai pourra se passer dans « le calme. » Selon sa tactique habituelle, de Gaulle sait utiliser les événements. Il fait déclarer simplement qu'il ne m'a pas accordé d'interview, mais que la « substance de ce qu'elle « rapporte peut être tenue pour conforme à ce qui a été dit ». C'est un certificat d'authenticité. Je respire.

« Ce papier fait le tour du monde, poursuit le directeur de *l'Écho d'Oran*. J'ai conservé les coupures de pays proches ou éloignés en nombre incroyable. Pendant quelques jours, je suis « l'événement ». Interviews des radios, éditorial dans *Paris-Match*... Pourquoi tant de bruit autour de ce texte ? Parce que de Gaulle expose complètement sa position... de l'époque. »

(1) Plon.

Coll. Pierre Laffont



Colonie de vacances de *l'Écho d'Oran*. Pierre Laffont ► est à l'origine de nombreuses réalisations sociales du journal : caisse de retraites, assurance contre les maladies, primes à la naissance, caisse de secours, etc.



L'Écho d'Oran — Fondé en 1844 — Le plus fort tirage et la plus forte vente de l'Afrique du Nord

Jeudi 30 avril 1959

L'Echo de l'Oranie — Directeur général Pierre Laffont — L'Echo du Chelif

Une interview du **Président de la République** par **Pierre LAFFONT**, député, directeur général de « L'ECHO D'ORAN »

HIER DE GAULLE M'A DIT...

• **Sur les DÉCRETS DE GRACE :**
« IL Y A, A PARIS COMME A ALGER, DES GENS QUI S'EFFORCENT DE TOUT EMBROUILLER... »

• **Sur le F.L.N. :**
« JE N'AI PAS A RECONNAITRE CETTE ORGANISATION. ELLE REPRESENTE CERTES UNE FORCE IMPORTANTE. MAIS A MES YEUX, ELLE NE REPRESENTE PAS L'ALGERIE ET MEME PAS LES MUSULMANS D'ALGERIE. »

• **Sur l'INTÉGRATION :**
« JE N'AI PAS VOULU PRONONCER LE MOT. PARCE QU'ON A VOULU ME L'IMPOSER... MAIS QUE SIGNIFIE-T-IL ? QUE L'ALGERIE EST FRANÇAISE ? EST-CE UTILE DE LE DIRE, PUISQUE CELA EST ? »

• **Sur la FRATERNISATION :**
« ELLE EST VENUE PARCE QU'ON A COMMENCE A CRIER LE NOM DE « DE GAULLE ». C'EST SUR MON NOM QU'ELLE S'EST FAITE. C'EST A MON NOM QU'ON LA DOIT. »

« Tous ceux qui dressent les Français d'Algérie contre moi risquent de retarder le retour de la paix.
« Notre avenir peut être magnifique si nous savons rester tous unis. »

LA PACIFICATION — LES DIFFICULTES DU F.L.N. — LES DECRETS DE GRACE

LES AUDIENCES DU GENERAL DE GAULLE

DU BONHEUR POUR TOUTE L'ANNÉE

EN PRÉSENCE DE MM. DEBRÉ ET COUVE DE MURVILLE

L'ASSEMBLÉE A POURSUIVI HIER LE DÉBAT DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Au cours de son intervention, M. Lagaillarde a réclamé l'application du droit de suite envers la Tunisie et le Maroc

SUITE PAGE 3

En attendant le rapport LAURIOL

MOULAY MERBAH secrétaire général du M.N.A. EXPULSÉ D'ALLEMAGNE

« Black-out » total sur la réunion des Occidentaux à Paris

Des divergences continuent de subsister entre les ministres des Affaires étrangères des « Quatre »

« Toutes les mesures susceptibles d'apporter une diminution de la tension Est-Ouest doivent être examinées »

déclare le Président EISENHOWER

SUITE PAGE 2

Le Panchen Lama ne veut pas rencontrer le Dalaï Lama en Inde

SUITE PAGE 2

A LA PREMIERE DES BALLETS DE STOCKHOLM

SUITE PAGE 2

Un D.C. 3 espagnol s'écrase au sol avec 28 personnes à bord

SUITE PAGE 2

AU KREMLIN

« Monty » s'est entretenu durant deux heures avec Krouchtchev

COMME CHAQUE ANNÉE POUR LA FÊTE DU TRAVAIL « L'ECHO D'ORAN » NE PARAITRA PAS DEMAIN 1er MAI



Coll. Pierre Laffont

◄ *L'Écho d'Oran*, **le jeudi 30 avril 1959, titre : « Hier, de Gaulle *m'a dit...* » Une entrevue à l'Élysée qui fera beaucoup de bruit et bien des envieux. *Photo du bas :* la rédaction de *l'Écho d'Oran*, presque au grand complet.**

indiscutablement la tendance est au dégel

Ce succès professionnel est, pour Pierre Laffont, l'occasion de juger la réaction des hommes et particulièrement des confrères. Certains, les plus nombreux, le félicitent avec chaleur. D'autres lui demandent, faussement naïfs, s'il n'a pas pris de notes. Un Belge lui dit : « Je reconnais, en lisant votre article, jusqu'au son de la voix du général ! Comment avez-vous fait ? »

« Le mot le plus décisif, c'est un ancien député d'Oran, journaliste lui aussi, qui le prononce, se remémore le directeur du journal oranais : « Laffont ? » Il est trop c... pour faire ça ! C'est » l'Élysée qui lui a passé le texte. » A *l'Écho d'Alger*, les rédacteurs ont une consigne : ne pas publier une ligne me concernant. Obéissants, ils mettent le texte au panier. Tête du directeur, Alain de Sérigny, le lendemain matin ! Après une violente colère, il décide de faire une édition spéciale expliquant qu'une « erreur matérielle » de l'A.F.P. a empêché la publication du texte dans la première édition... »

Et Pierre Laffont de s'interroger :

« Au cours de cette conversation, quel était le but visé par le général ? On connaît aujourd'hui sa méthode. Quand il ignore ce qu'il doit faire, il avance à coups de sonde : un coup à droite, un coup à gauche, jusqu'à ce que les faits découvrent eux-mêmes la solution. J'étais arrivé au moment d'un sondage à droite. »

Les déclarations du général

Paul Delouvrier a vu juste en imaginant les conséquences heureuses des propos tenus par le général de Gaulle devant Pierre Laffont. Leur publication provoque, parmi les Européens d'Algérie, une nette détente. Seuls les groupements activistes les plus durs restent sur la réserve. Le Mouvement corporatif, dont le président est le docteur Lefèvre, affirme : « Les déclarations nouvelles du général de Gaulle sont d'ordre privé. Cela ne peut engager la politique de la France. » Le « M.P. 13 », Mouvement populaire du 13 Mai, adopte un point de vue sensiblement identique. Au contraire, les autres mouvements, largement représentatifs de l'opinion européenne, donnent une adhésion pleine et entière aux déclarations du chef de l'État. Antoine Gardel, président du mouvement « Algérie française », retient surtout « l'affirmation émanant de la plus haute instance de la République que l'Algérie est bien française ». Il ajoute : « Quant à l'intégration, je constate que sa réalisation est et sera continuée et qu'elle sera retenue comme le seul moyen pour l'Algérie de rester française. »

Les musulmans, de leur côté, étudient le texte avec intérêt. Bon nombre d'entre eux soulignent « la compréhension, l'honnêteté, la volonté d'aboutir » qu'affirment les propos du général de Gaulle... Indiscutablement, la tendance est au dégel. On passera aisément le cap tant redouté du 13 mai. H

Pierre-Albert LAMBERT

EN ÉCLAIREUR SUR LA VOIE FERRÉE...

Essai de jeep sur une voie ferrée. C'est aux C.F.A. (Chemins de fer algériens) qu'incombera la tâche de former les soldats pour en faire des cheminots. Un stage qui sera fait dans une ambiance sympathique, fleurant bon l'anisette...



L'IMPORTANT réseau de chemins de fer construit en Algérie par la colonisation a constitué, dès le début du conflit, un objectif de choix pour la rébellion. Quoi de plus facile, en effet, que de monter une embuscade, de déposer une mine, de déboulonner une voie, lorsque, le but visé est un convoi ferroviaire, dont on connaît très précisément l'itinéraire, la destination, l'horaire, l'importance. Ajoutons à cela que, compte tenu de la dimension et de l'inertie d'un tel convoi, il était aisé aux rebelles de donner un caractère spectaculaire, sinon meurtrier, aux actions de sabotage.

Dès les premiers attentats, les autorités décidèrent d'interrompre la circulation de nuit. En maintenant à tout prix le trafic diurne même dans les régions les plus isolées, les responsables entendaient, certes, éviter une paralysie de l'économie, mais aussi minimiser l'impact de la rébellion. C'est donc pour permettre le maintien de cette circulation qu'un certain nombre de mesures furent prises :

- Construction de miradors et de points d'observation à proximité des ouvrages d'art (ponts, viaducs, tunnels) ;
- Surveillance des voies par les troupes des secteurs ;
- Ouverture des voies par une draisine avant le passage du premier train de la journée ;
- Escorte sur tous les convois.

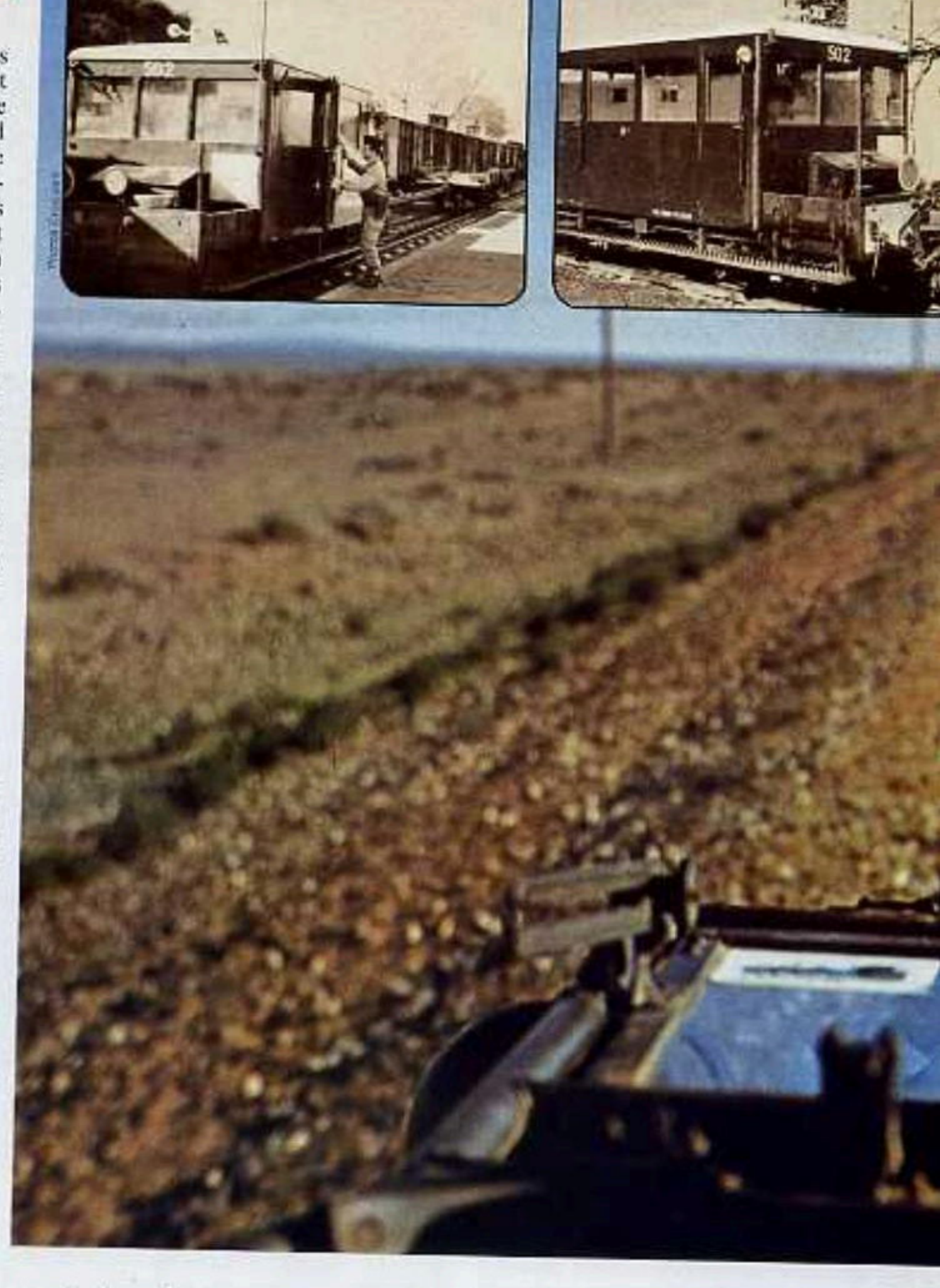
Le 587e bataillon du train était chargé des ouvertures et escortes dans le département d'Alger. Les compagnies et sections étaient, pour cela, implantées dans les agglomérations desservies par le réseau.

Un très fort pourcentage de l'unité était constitué de soldats du contingent que l'on mutait fréquemment d'un point à un autre en fonction des besoins, des attentats ou d'autres critères. C'est ainsi qu'après quelques mois d'escorte, je fus affecté à Blida et plus précisément à la draisine Blida-Boghari. La voie unique, qui appartient à la catégorie « étroite » (80 cm, je crois), serpente dans les profondes gorges de l'oued Chiffa, un ravin sinueux dans un chaos remarquable que domine une forêt épaisse. Entre les montagnes de Chréa et de l'Ouarsenis, les rebelles jouissaient, dans ce cadre, d'un terrain privilégié qu'ils savaient exploiter.

Compte tenu de la réputation de cette ligne, en particulier de l'ouverture de voie dans les gorges, je compris assez vite que cette affectation n'était pas due au hasard mais qu'elle était la consé-

150 km de sable, de rochers et de steppe

quence d'une opposition de plus en plus marquée entre mon chef d'escorte et moi. L'origine de cet antagonisme était une divergence de vues sur le fond du problème, mais cristallisée chaque jour par une attitude pour le moins différente lorsque nous nous trouvions avec la population civile. En ce début de 1959, le lieutenant Reimech, mon nouveau patron, bien qu'au courant des difficultés que j'avais rencontrées jusque-là, n'en fit pas état. Il ne me posa aucune question; il se contenta de définir quelle serait ma fonction : remplacer le chauffeur de la draisine de Boghari, tué quelques jours plus tôt. Cela avait le mérite d'être clair... Je sus plus tard que cet attentat, survenu près du petit douar de Ben-Chicao et faisant 4 morts, avait jeté un tel désarroi dans le camp qu'il n'était plus question de reconstituer l'équipage avec les soldats présents. L'arrivée de renforts était attendue.



Un banquet dans un entrepôt...

Ma formation de chauffeur de draisine débuta par un stage dont la partie théorique était assurée par les C.F.A. (Chemins de fer algériens). La signalisation, un « code du rail », les caractéristiques des véhicules, tout cela était nouveau et présentait un certain intérêt. Cinq ou six appelés bénéficiaient de cet enseignement gratuit. L'ambiance était sympathique; les employés des C.F.A., tant musulmans qu'européens, étaient aimables avec nous, ne ménageant ni l'anisette ni les innombrables tapes dans le dos. L'apogée de cette atmosphère très méditerranéenne fut atteint lors du banquet de fin d'année, dans un entrepôt de locomotives!

Nos essais de conduite, sur la ligne Alger-Blida, se faisaient en compagnie d'un employé arabe dont chacun garde le meilleur souvenir. Son chef nous avait prévenus que, « bien que melon, il était très francisé et prenait souvent la cuite avec ses collègues pieds-noirs... ».

Pour la partie pratique de notre stage, nous avons émigré à Djelfa, terminus de la ligne aux confins du désert, et, à notre grande surprise, il y faisait très froid. Il est vrai que nous étions en février, et à cette altitude de 1 100 m, un vent chargé de sable soufflait en permanence autour de la gare, pénétrant dans la pièce minuscule qui nous servait de campement. Une vingtaine d'appelés s'entassaient sur des lits étagés sur quatre niveaux, dont le dernier n'était qu'à quarante centimètres du plafond!

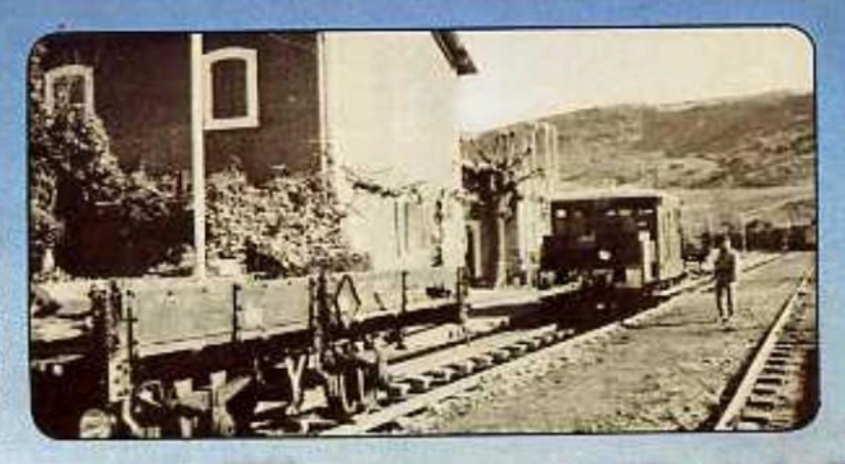
Le tronçon Boghari-Djelfa, qui, durant une quinzaine de jours, fut notre parcours-école, était beaucoup plus calme que celui qui le précédait (Blida-Boghari). En dehors des quelques kilomètres de forêt des derniers contreforts de l'Ouarsenis, notre itinéraire était en terrain découvert dans les immenses champs d'alfa jusqu'à l'oued el-Melah, qui marque le début des hauts plateaux.

Ces 150 km de sable, de rochers et de steppe nous paraissaient interminables; seuls quelques chameaux, confondant sans doute notre voie rectiligne et leur piste poussiéreuse, justifiaient quelquefois un arrêt de notre machine. Leurs propriétaires, des nomades dont les campements multicolores contrastaient avec la monotonie du paysage, demeuraient, eux, invisibles.

Nous nous étions fort bien accoutumés à cette solitude relative lorsqu'il fallut joindre Blida et cette sacrée draisine n° 502 que tous les soldats français et F.L.N. des gorges de la Chiffa connaissaient.

Le rôle de la draisine était d'ouvrir la voie avant le départ du premier train du matin, c'est-à-dire de détecter préalablement les engins déposés.

Il est vrai que le véhicule avait reçu quelques aménagements propres à sa mission. Il se distinguait de ses frères du temps de paix, dont les gares françaises sont actuellement encore pourvues, par la présence d'une antenne et d'un blindage épais de 6 mm sur une hauteur de 1,50 m environ. A l'intérieur, le plancher



Le rôle de la draisine est d'ouvrir la voie avant le départ du premier train du matin, donc de détecter préalablement les engins déposés au cours de la nuit. Pour limiter les dégâts, un wagon chargé de sacs de sable *(photo du haut à droite)* devra être placé devant le tracteur.



J.-C. [illegible]

était recouvert de sacs de sable qui, à la rigueur, servaient de chaises, voire de lits, de préférence aux sièges en bois.

Le *nec plus ultra* du dispositif de protection était un blindage en V astucieusement disposé sous la draisine et dont le rôle était de dévier l'effet de souffle provoqué par l'explosion des mines...

L'équipage était composé de quatre *choufs* qui se relayaient deux par deux et surveillaient chacun un rail. Ils se tenaient à genoux sur une inconfortable banquette et, à travers une ouverture de 5 × 10 cm dans le blindage, ne quittaient pas des yeux le rail qui défilait sous le projecteur. La draisine roulait très lentement, 10 km/h environ. Il faisait nuit en cette saison. La tension à laquelle les *choufs* étaient soumis limitait le temps de surveillance à un quart d'heure. Je me souviens que, malgré le doute mis dans l'efficacité de cette surveillance, nous n'aurions jamais accepté de faire rouler notre véhicule sans ses guetteurs. « Cela ne sert à rien, mais surveillons quand même », et c'est dans le vocabulaire arabe que nous trouvions les mots de notre fatalisme : *baraka*, *mektoub*, *inch'Allah*... Les deux autres soldats composant l'équipage étaient le chef, un brigadier appelé faisant généralement fonction de radio, et, bien entendu, le chauffeur. Cette répartition des tâches (peut-on parler de responsabilité ?) était très théorique, chacun occupant successivement et dans le même voyage tous les postes, y compris celui de chauffeur, qui ne demandait en définitive aucune compétence particulière.

Les difficiles conditions imposées dans les gorges de la Chiffa où se succèdent viaducs et tunnels et où, d'autre part, l'implantation rebelle est soudain devenue très forte après la « bataille d'Alger », furent à l'origine de plusieurs recherches d'amélioration, appliquées plus tard sur les autres lignes d'Algérie. C'est ainsi qu'un wagon plat, chargé de sable, fut placé devant le tracteur. Toute innovation dans la défensive en impliquant une autre dans l'offensive (et sans doute inversement) les maquisards, cette fois, placèrent un fil électrique entre l'explosif et le système de contact de façon que l'engin fût sous la draisine au moment où le wagon, par sa roue avant, faisait le contact. Face à ce stratagème, une nouvelle formule fut retenue ; nous disposions de cinq rails de longueurs différentes (1 à 8 m). Chaque matin, nous placions l'un d'eux entre le wagon et la draisine, faisant ainsi varier au hasard la longueur de fil nécessaire à l'adversaire.

Comme à Pont-des-Singes

Ce système qui peut présenter quelques analogies avec la roulette russe, a permis cependant de limiter quelquefois la casse. Les engins étaient en général fabriqués au maquis à partir d'obus ou de mines antichars, commandés électriquement à partir d'une lame de cuivre placée dans le raccord de deux rails. C'est précisément quand nous passions sur ces points de jonction que notre appréhension était à son comble, particulièrement sur les ponts métalliques qui faisaient suite aux nombreux tunnels. La puissance de l'explosif était très variable, ainsi d'ailleurs que son fonctionnement. S'il est arrivé que le pont fût entièrement détruit et la draisine projetée dans la rivière, comme à Pont-des-Singes, il arrivait aussi que l'attentat se soldât par un petit bruit inoffensif et une noire fumée. A plusieurs reprises, nous avons découvert des fils le long de la voie, sans trace d'explosif.

Comme deux équipes de six hommes étaient affectées à l'ouverture des gorges, nous ne « travaillions » en fait qu'un jour sur deux et plus précisément qu'une demi-journée. En dehors des heures de travail, nous nous occupions tant bien que mal comme tous nos collègues appelés en Algérie.

Certains événements engendraient cependant de longues discussions entre nous, tels un attentat, un discours ou une remise de décoration à titre posthume. Le lieutenant Reimech, officier d'active, la trentaine, était du genre sec, exigeant sur la discipline et les règlements. Son passe-temps favori ▶



Des hommes patrouillent le long de la voie ferrée. Parfois, ils dérangeront des *dinamiteros* dans leur besogne.

"l'ennemie de la draisine, c'est la mine..."

était de couper, avec une paire de ciseaux, l'herbe du mètre carré de gazon qui se trouvait au pied du drapeau. Je me souviens d'un comportement sensiblement différent lorsqu'il se trouvait avec les draisineurs : en l'absence d'autres soldats, il se montrait plus libéral pour notre tenue, notre campement. Ne nous refusant jamais une permission et offrant volontiers un pot au foyer, il devenait presque sympathique...

A l'époque, nous jugions sévèrement cette attitude dans laquelle certains n'hésitaient pas à voir la main magnanime qui offre la dernière cigarette... D'autres, à peine moins pessimistes, manipulaient des statistiques faites à partir des pépins précédents et, par un savant calcul des probabilités, chiffraient leurs chances de s'en sortir.

Nous avions tous moins de dix mois de service et ignorions la date même approximative de notre libération (le temps de service était à cette époque de vingt-huit mois).

Sans qu'il me soit possible d'être formel sur ce point, je pense qu'une certaine sélection était faite à je ne sais quel niveau pour affecter à la draisine des garçons ayant eu des démêlés avec la hiérarchie ou plus simplement ayant manifesté plus ou moins ouvertement leur opinion sur le sens de cette guerre. La présence d'un ancien déserteur, d'un militant du parti communiste, voire d'un prêtre, n'était pas due au jeu traditionnellement fantaisiste des affectations. Certains, ne mettant pourtant pas en cause le fond, disaient ne pas se faire d'illusions sur l'issue probable du problème algérien. D'autres enfin, plus acquis à la cause officielle, affichaient une préférence pour les opérations dans les djebels plutôt que cette passivité résignée sans combat possible.

En février 1959, nous avons constaté que le F.L.N. faisait un « effort » pour épargner la draisine et faire sauter le train qui la suivait. Dans ce cas, un isolant était placé de part et d'autre de la lame de cuivre et était enlevé (bergers? fellahs?) après notre passage. C'est ainsi que nous sommes passés sans incident sur une mine de forte charge qui, quinze minutes plus tard, provoquait la destruction complète du wagon de 1[re] classe (où ne se trouvaient que des Européens) de l'autorail Blida-Médéa. Les victimes furent nombreuses. Cela se passait à Mouzaïa-les-Mines; le jeu de mots était inévitable malgré les circonstances...

Lorsque, au retour de notre ouverture, nous nous sommes trouvés devant cet horrible amas de ferraille, les commentaires allèrent bon train.

En prenant le risque de revenir sur les lieux entre notre passage et celui de l'autorail, le F.L.N. montrait clairement quel était son véritable objectif. Nous pensions aussi qu'un élément pouvait être déterminant dans ce choix. Ne pouvant ignorer de quelle façon étaient recrutés les hommes des draisines, le Front entendait peut-être épargner des gens qui, somme toute, n'étaient pas ses véritables adversaires.

Ce fameux intervalle

Treize ans plus tard, je trouve que nous étions bien crédules et je me désolidarise d'un point de vue auquel j'adhérais pourtant sincèrement. Il est bien connu — et la suite des événements l'a prouvé — que, dans ce genre de conflit, l'idée modérée est souvent la plus combattue.

Une chose est cependant certaine : au cours du printemps de 1959, nombreux furent les cas de sabotage conçus de façon à éviter l'explosion de la draisine, qui, pourtant, constituait une cible plus vulnérable que le convoi.

Nous savions d'autre part que le F.L.N. ne manquait pas d'informateurs. Nous n'ignorions pas que les cheminots arabes de la gare de Blida, aimables avec leurs collègues militaires, étaient en liaison avec les maquis et communiquaient dès notre départ la longueur du rail qu'ils nous avaient gentiment aidés à mettre en place. C'est la raison pour laquelle, en cours de route, il nous arrivait de modifier ce fameux intervalle, car « l'ennemie de la draisine, c'est la mine »... chantait, accompagné de sa guitare, un appelé de Blida. Sur une musique de Francis Lemarque et des paroles de circonstance :

Quand des hommes dorment et rêvent
Avant que le jour se lève
L'draisineur est sur les rails
Car là est son champ de bataill'.
Mais l'ennemie de la draisine
C'est la mine, c'est la mine,
Celle qui peut en un instant
Faire mourir les innocents...

Pierre CROISSANT



Tour de protection ▶ sur la voie ferrée Bône-Ouenza. Pour maintenir la circulation des trains, malgré les attentats du F.L.N., de nombreuses mesures ont été prises et des miradors ont été construits à proximité des ouvrages d'art.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*

Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14[e]. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14[e]. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48[e] numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Août 1959

FRANCE ET COMMUNAUTÉ

5 : Jacques Fourcade, vice-président de l'Assemblée nationale, trouve la mort dans un accident de la route.
7 : accord commercial franco-bulgare.
12 : conseil des ministres extraordinaire sur l'Algérie.
16 : Michel Debré : « La destinée de la France est accrochée à la destinée algérienne. »
24 : André Malraux en Amérique du Sud.
26 : manifestations de fonctionnaires.
27-31 : le général de Gaulle en Algérie.
28 : Chérif Benhabylès, sénateur de Constantine, assassiné à Vichy.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

14 : la Tchécoslovaquie participera au plan quinquennal syrien.
16 : reprise des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire.
19 : accord soviéto-irakien d'aide technique et scientifique.
20 : rupture de l'union douanière entre la Tunisie et la France.
31 : le roi Séoud en visite au Caire.

AMÉRIQUE

1[er] : le général Vanier, gouverneur général du Canada.
3 : Khrouchtchev invité aux États-Unis, Eisenhower invité en U.R.S.S.
9-13 : tentative contre-révolutionnaire avortée des partisans de Batista à Cuba.
12-18 : conférence panaméricaine à Santiago.
21 : Hawaï, 50[e] État des États-Unis.
26 : Washington décide de prolonger l'arrêt des essais nucléaires jusqu'à la fin de l'année.

ASIE

1[er]-13 : Ho Chi Minh en visite en Chine.
16 : victoire du parti du Congrès à Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon.
26 : aide américaine au Laos.
28 : Nehru révèle l'existence d'un différend frontalier entre l'Inde et la Chine.
31 : tentative d'assassinat du roi du Cambodge.

EUROPE

2-4 : Richard Nixon en visite en Pologne.
4 : sérieux incidents en Guinée portugaise.
5 : échec de la conférence de Genève sur l'Allemagne et la question de Berlin.
10 : N'Krumah, président du Ghana, en visite à Londres.
18 : Hailé Selassié, empereur d'Éthiopie, en visite en Yougoslavie.
19-26 : le chancelier allemand Ludwig Erhard en Turquie et en Grèce.
26-31 : le président Eisenhower en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



"JUMELLES" ET LA "TOURNÉE DES POPOTES"

Sommaire

● **De mess en popote**
L'armée a la fièvre. De Gaulle le sait. L'opération « Jumelles » donne l'occasion au chef de l'État de prendre de nouveau contact avec les militaires et de leur faire savoir – ainsi en a-t-il décidé – que l'Algérie va changer de visage.

● **Lorsque j'avais quatorze ans**
Pour les uns, une opération est un simple compte rendu qui se termine par un bilan. Pour d'autres, un accrochage se transforme, au cours des années, en légende dorée d'où le plus faible sort toujours vainqueur...

● **L'enfer dans les wilayas**
Les maquisards évoluaient à l'aise dans leurs régions respectives. Puis, du jour au lendemain, ils durent se terrer dans des caches pour échapper aux opérations militaires de grande envergure. Enfin, Challe déclencha « Jumelles ». Pendant cinq semaines, bombardements et fouilles se succédèrent. Les troupes de l'A.L.N. furent détruites à 40 %...

● **L'aventure d'Ould Temen**
Ould Temen : l'aventure exceptionnelle d'un saharien raflé en Libye par le F.L.N.

● **Le tournant**
Le discours du 16 septembre visait à provoquer le plus grand effet. De Gaulle n'avait-il pas déclaré, peu de temps auparavant, à ses ministres : « Dans cet ordre d'affaires [le problème algérien], il faut marcher ou mourir. Je choisis de marcher, mais cela n'empêche pas qu'on puisse aussi mourir. »

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1[er] trim. 1973. – N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. – Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. – **N° 287 - 12 février 1973.**

Dernières journées d'escales dans les zones d'opérations

Tébessa - El-Méridj
Lamy - Tizi-Ouzou
Tizi-Hibel - P.C. Artois
et col des Chênes

L'ÉCHO D'ALGER
30-31 Août 1959
25 francs

LE GÉNÉRAL DE GAULLE, DEVANT LES OFFICIERS, A TIZI-OUZOU

Il faut vous implanter dans le djebel et y rester

Les entretiens anglo-américains

Londres soutiendrait la France aux Nations unies

MacMillan aurait plaidé devant "Ike" la cause de l'Algérie française

LIRE NOTRE INFORMATION EN PAGE 3

SATISFACTIONS ET OBJECTIONS

SUITE PAGE 8

Notre premier objectif : pacifier
Le reste viendra tout seul

Le monde entier doit le comprendre :

Ce que nous faisons en Algérie n'est pas une œuvre de domination et de conquête
Nous le faisons avec la population par elle et pour elle

INFORMATION PAGE 8

Le général a regagné PARIS hier soir à 21 heures
Il a été accueilli par M. Michel Debré





Ce sont deux tueurs F.L.N. qui ont assassiné le sénateur Benhabylès

L'un d'eux a été formé dans une école spéciale de terrorisme

INFORMATION EN PAGE 8



UNE "ÉTOILE" A HASSI-MESSAOUD



M. MARC LAURIOL A DOUÉRA :

Seules les solides structures françaises répondent aux impératifs majeurs de l'Algérie

Les structures fragiles de la Communauté ne sont pas applicables

120 délégués d'A.C. partent pour Lourdes



NOUVEAUX PRIX DU PAIN
— 127 fr. le « boulot » de 2 livres.
— 61 fr. la baguette de 700 grammes.

Près de Frenda

Le général Jarrot est tué dans un accident

Le 28 août 1959, au cours du conseil des ministres, le président de la République a longuement exposé la solution au problème algérien qu'il compte annoncer aux Français dans son discours prévu pour le 16 septembre. Ni les attentats organisés par le F.L.N. en métropole ni les succès obtenus au cours des « opérations Challe » ne le feront revenir sur sa décision.